

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES
FINANCES ET DE LA PROSPECTIVE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BURKINA FASO
Unité-Progrès-Justice

**RAPPORT DE LA REVUE A MI-PAROURS DE
L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2023,
AU 31 MAI**

Sommaire

1.	Contexte et justification.....	3
2.	Situation d'exécution du budget de l'Etat, exercice 2023 au 31 mai.....	4
2.1	Situation de la mobilisation des ressources budgétaires.....	4
2.1.1	Au titre des recettes ordinaires	5
2.1.2	Au titre des recettes extraordinaires	8
2.2	Situation d'exécution des dépenses budgétaires.....	9
2.2.1	Au titre des dépenses ordinaires.....	9
2.2.2	Situation d'exécution des dépenses en capital	12
2.2.3	Situation d'exécution par programme budgétaire	14
2.2.4	Situation d'exécution des crédits délégués aux structures déconcentrées des ministères et institutions	14
2.2.5	Mise en œuvre des plans de passation des marchés et traitement des requêtes de remise de pénalités de retard et de paiement d'intérêts moratoires au 31 mai 2023.....	15
2.2.6	Situation d'exécution des plans de déblocages de fonds.....	18
2.2.7	Situation des dépenses non abouties (DNA) et des restes à liquider des Autorisations d'engagement (AE) des ministères et institutions.....	19
2.3	Situation des soldes budgétaires au 31 mai 2023	20
3.	Perspectives d'exécution du budget en fin d'exercice 2023	20
3.1	Perspectives de mobilisation des ressources budgétaires pour le reste de l'année 2023	20
3.1.1	Perspectives en matière de mobilisation des recettes ordinaires.....	20
3.1.2	Perspectives de mobilisation des recettes extraordinaires à fin décembre 2023.....	22
3.2	Perspectives d'exécution des dépenses.....	23
3.2.1	Nouveaux besoins de crédits budgétaires.....	23
3.2.2	Modalités de prise en charge des nouveaux besoins	23
4.	Difficultés et recommandations.....	23
4.1.1	Difficultés dans l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2023	24
4.1.2	Recommandations.....	24
	Conclusion.....	25
	ANNEXES	I

INTRODUCTION

Le présent rapport est relatif à la revue à mi-parcours de l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2023 au 31 mai. Il constitue un document de compte rendu de l'exécution du budget institué dans le cadre de l'évaluation et du suivi de la performance de la gestion budgétaire dont les conclusions sont soumises à l'approbation du Conseil des ministres.

Elle est conduite avec les ministres et présidents d'institutions et permet de faire le point de l'exécution de leurs budgets et de faire des recommandations pour la suite de l'exécution en vue d'une bonne clôture de l'exercice budgétaire conformément au calendrier y relatif. Dans ce sens, elle permet d'éviter la constitution de nouvelles dépenses non abouties qui pourraient impacter négativement les objectifs du budget de l'année suivante. Aussi, elle permet de faire la jonction entre le budget en cours d'exécution et celui en élaboration à travers la prise en compte dans le second, des dépenses qui ne pourraient pas s'exécuter en année courante.

La revue à mi-parcours donne également l'occasion d'apprécier les performances des régies de recette après cinq (05) mois d'activité en vue d'aboutir à un éventuel réajustement des prévisions budgétaires. Ces ajustements, s'il y a lieu, peuvent se faire par voie législative à travers un projet de loi de finances rectificative ou par voie réglementaire à travers des ouvertures de crédits par des décrets d'avances suivie d'annulations des crédits jugés sans objet par arrêté.

Ainsi, ce rapport, fait la synthèse de l'exécution du budget de l'Etat à travers un rappel du contexte d'exécution, de la situation d'exécution aussi bien en recettes qu'en dépenses. Aussi, il s'appesantit sur les perspectives d'exécution et formule des recommandations au regard des difficultés rencontrées pour une meilleure clôture dudit budget.

1. Contexte et justification

Le budget de l'Etat, exercice 2023 s'exécute dans un contexte national socio-économique difficile marqué d'une part par la persistance de la crise sécuritaire et d'autre part, celle des effets négatifs de la crise russo-ukrainienne induisant des niveaux toujours élevés des prix à la consommation. Ce contexte est marqué spécifiquement par :

- une poursuite des efforts pour la maîtrise de la situation sécuritaire et son impact sur l'activité économique nationale ;
- une réduction du champ de mobilisation des recettes domestiques suite à la fermeture de certains services de recettes due aux attaques terroristes ;
- une volonté affichée du Gouvernement de réduire le train de vie de l'Etat et de dégager plus de ressources pour le financement des priorités du moment.

Cette situation impacte négativement les ressources du budget de l'Etat. Toutefois, sous l'hypothèse de la poursuite d'une bonne dynamique associée à la perspective d'une campagne agro-pastorale favorable et ce, malgré le contexte international difficile, la croissance économique connaîtrait une accélération de son rythme et ressortirait à 5,8% en 2023 contre 3% en 2022. Le PIB nominal quant à lui s'établirait à 13 530,5 milliards de FCFA en 2023 contre 12 507 milliards de FCFA en 2022. Ces bonnes perspectives seraient la résultante de la croissance dans l'ensemble des secteurs d'activités.

2. Situation d'exécution du budget de l'Etat, exercice 2023 au 31 mai

Le budget de l'Etat, exercice 2023, a été adopté en recettes et en dépenses (crédits de paiement) respectivement à 2 631 260 693 000 FCFA et à 3 235 913 624 000 FCFA avec une épargne budgétaire de 273 177 472 000 FCFA et un besoin de financement de 604 652 931 000 FCFA représentant 4,5% du PIB nominal. En prenant en compte les prévisions du compte d'affectation spécial du trésor (CAST), « Remboursement crédits TVA » d'un montant de 100 milliards FCFA, le montant des recettes s'établit à 2 731 260 693 000 FCFA.

Au 31 mai 2023, le niveau global d'exécution s'élève à 1 219 173 581 000 FCFA en recettes et à 1 531 094 216 000 FCFA en dépenses (base engagée comptabilisée). Ces niveaux d'exécution correspondent à des taux de réalisation respectifs de 44,64% et 47,34%. Le taux de recouvrement des recettes de 2023 est supérieur de 6,98 points à celui de 2022 qui était de 37,66% à la même période. De même, celui des dépenses est supérieur de 8,65 points de pourcentage au taux de 2022 qui était de 38,77%.

Le détail de l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2023 est retracé dans les **annexes 1, 2 et 3**.

2.1 Situation de la mobilisation des ressources budgétaires

Les prévisions de recettes au titre de l'exercice 2023 sont de 2 731 260 693 000 FCFA. Elles étaient de 2 449 112 550 000 FCFA en 2022 et de 2 181 984 136 000 FCFA en 2021, soit un taux de progression moyen de 11,88% sur la période 2021-2023. Il est à signaler que les prévisions de recettes 2023, 2022 et 2021 intègrent les recettes du CAST « remboursement crédits TVA » respectivement de 100 000 000 000 FCFA, 100 000 000 000 FCFA et 50 000 000 000 FCFA.

Au 31 mai 2023, les recettes budgétaires mobilisées s'établissent à 1 219 173 581 000 FCFA correspondant à un taux d'exécution annuel de 44,64 %.

En glissement annuel, le niveau de mobilisation des recettes budgétaires au 31 mai est en hausse de 296 721 058 000 FCFA (32,17 %) en 2023 après une hausse de 31 177 830 000 FCFA (3,50 %) en 2022. En rappel, les ressources budgétaires avaient été mobilisées à hauteur de 922 452 523 000 FCFA au 31 mai 2022 et de 891 274 693 000 FCFA à fin mai 2021. Le détail des réalisations par nature de recettes au titre des exercices 2021, 2022 et 2023 au 31 mai est consigné dans **l'annexe 2**.

2.1.1 Au titre des recettes ordinaires

Les prévisions des recettes ordinaires du budget de l'État au titre de l'exercice 2023 sont de 2 447 802 276 000 FCFA contre 2 110 041 721 000 FCFA en 2022 et 1 867 518 308 000 FCFA en 2021, soient des taux de progression de 16,01 % entre 2022 et 2023 et de 12,99% entre 2021 et 2022.

Au 31 mai 2023, les réalisations globales des recettes ordinaires s'élèvent à 1 046 029 488 000 FCFA sur un objectif de recouvrement de 969 387 619 000 FCFA, soient un taux de réalisation périodique de 107,91 %. Par rapport aux prévisions annuelles, il ressort un taux d'exécution de 42,73 %. A la même période en 2022 et 2021, les taux d'exécution des objectifs annuels de recouvrement étaient respectivement de 43,13 % et 41,54 %. Une détérioration de 0,40 point de pourcentage du taux d'exécution à fin mai 2023 est observée par rapport à son niveau à fin mai 2022 qui était en hausse de 1,59 points de pourcentage comparativement à celui de 2021.

Toutefois, en valeur nominale, le niveau de recouvrement des recettes ordinaires à fin mai 2023 est en hausse de 135 909 042 000 FCFA correspondant à un taux d'accroissement de 14,93 % par rapport à fin mai 2022. Cette performance provient essentiellement de l'accroissement des recettes fiscales en volume de 109 929 633 000 FCFA et en valeur relative de 13,19 % entre 2022 et 2023. Cette nature de recettes représente 89,54 % des prévisions annuelles de 2023 et 90,18 % des recouvrements au 31 mai des recettes ordinaires totales.

La situation de recouvrement par régie de recettes se présente comme suit :

- **la Direction Générale des Impôts (DGI) :** l'objectif de recouvrement assigné à la DGI pour l'exercice budgétaire 2023 s'élève à 1 280 356 125 000 FCFA (52,31 % des recettes ordinaires totales) contre 1 105 042 790 000 FCFA et 956 713 027 000 FCFA respectivement pour les exercices budgétaires 2022 et 2021. Il s'en suit des taux d'accroissement de 15,86 % entre 2022 et 2023 et de 15,50 % entre 2021 et 2022. Au 31 mai 2023, les recettes mobilisées se chiffrent à 546 444 079 896 FCFA, soit un taux d'exécution de 42,68 %. En rapportant la réalisation à l'objectif de la période qui est de 558 778 022 000 FCFA, il ressort un taux de réalisation de 97,79 %. Cette contreperformance est liée aux conséquences de la situation sécuritaire qui a entraîné d'une part, une augmentation des charges d'exploitation des entreprises et partant une réduction des bénéfices et par ricochet l'impôt sur les bénéfices (taux périodique de IS + IBICA : 98,83 %), et d'autre part, un ralentissement de l'activité économique conduisant à une baisse de la consommation et partant des impôts et taxes intérieurs sur les biens et services notamment les droits d'accises et la taxe sur la valeur ajoutée (taux périodique de la TVA : 81,81 %). À titre illustratif, les émissions en IS et IBICA des grandes entreprises ont chuté de 129 294 099 390 FCFA en 2022 à 79 827 153 854 FCFA en 2023. Par ailleurs, la baisse de la Taxe sur les plus-values immobilières (TPVI) de 2 273 044 693 FCFA (- 91,36 %) et de l'Impôt sur les bénéfices

industriels, commerciaux et agricoles (IBICA) de 1 706 916 463 FCFA (-10,83 %) ont également contribué à la non-atteinte de l'objectif de la période.

À fin mai 2022 et 2021, les recouvrements de la DGI étaient respectivement de 492 156 735 100 FCFA et de 444 969 010 673 FCFA. Cette régie de recettes a enregistré ainsi des taux d'exécution à fin mai de plus en plus faibles sur la période sous revue. En effet, il est passé de 46,51 % en 2021 à 44,54 % en 2022, puis à 42,68 % en 2023 ; soient des baisses en point de pourcentage de 1,86 en 2023 et de 1,97 en 2022.

Cependant, l'analyse comparative du niveau de recouvrement en valeur nominale fait ressortir une tendance haussière continue des recettes mobilisées par la DGI sur la période sous revue avec des taux de progression de 11,03 % entre 2022 et 2023 et de 10,60 % entre 2021 et 2022. À ces taux de progression correspondent des hausses nominales respectives de 54 287 344 796 FCFA (entre 2022 et 2023) et de 47 187 724 427 FCFA (entre 2021 et 2022). Cette progression s'explique par la résilience de l'activité économique face à la situation sécuritaire et la poursuite des actions entreprises par la DGI dont :

- l'intensification des actions de promotion du civisme fiscal par l'exemplarité ;
- la vulgarisation des téléprocédures, chose qui facilite la déclaration et le paiement en ligne des impôts et taxes par tous les segments de contribuables ;
- les actions de maîtrise et d'apurement des restes à recouvrer (RAR) de plus de 42 milliards de FCFA recouverts sur les RAR antérieurs à l'année 2023 ;
- l'organisation des opérations spéciales de recouvrement.

L'accroissement global des recettes enregistré au cours de la période sous revue est porté principalement par l'Impôt sur les sociétés (IS), les Autres droits d'enregistrement (ADE), l'Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers (IRCM), la Taxe sur les activités financières (TAF), l'Impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS), la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et la Taxe unique sur les assurances (TUA). En effet, les recouvrements au titre desdits impôts et taxes ont évolué entre fin mai 2022 et fin mai 2023 ainsi qu'il suit :

- IS : 175 265 185 316 FCFA à 203 137 427 103 FCFA, soit un accroissement de 27 872 241 787 FCFA (15,90 %) ;
- ADE : 10 941 271 337 FCFA à 17 623 913 435 FCFA, soit un accroissement de 6 682 642 098 FCFA (60,08 %) ;
- IRCM : 29 144 810 275 FCFA à 34 984 026 877 FCFA, soit un accroissement de 5 839 216 602 FCFA (20,04 %) ;
- TAF : 22 019 797 333 FCFA à 27 681 194 684 FCFA, soit un accroissement de 5 661 397 351 FCFA (25,71 %) ;

- IUTS : 69 636 981 259 FCFA à 75 217 670 998 FCFA, soit un accroissement de 5 580 689 739 FCFA (8,01 %) ;
- TVA : 106 793 830 887 FCFA à 111 787 997 257 FCFA, soit un accroissement de 4 994 166 370 FCFA (4,68 %) ;
- TUA : 3 677 831 911 FCFA à 4 895 904 196 FCFA, soit un accroissement de 1 218 072 285 FCFA (33,12 %).

- **la Direction Générale des Douanes (DGD) :** l'objectif annuel de recouvrement assigné à la DGD s'élève à 927 489 211 000 FCFA contre 772 479 211 000 FCFA en 2022 et 702 263 210 000 FCFA en 2021, soit un taux d'accroissement de 20,07 % entre 2022 et 2023. Sur l'ensemble des trois (03) exercices, il est enregistré un taux de progression moyen de 15,03 %.

Au 31 mai 2023, les réalisations de la DGD s'élèvent à 397 781 962 508 FCFA, soit un taux d'exécution annuel de 42,89 %. En rapportant ces réalisations aux prévisions de la période qui sont de 340 560 907 705 FCFA, la DGD réalise une performance de 116,80 %.

A la même période en 2022 et 2021, les réalisations étaient respectivement de 344 661 011 308 FCFA (soit un taux d'exécution de 44,62 %) et de 258 439 267 243 FCFA (soit un taux d'exécution de 36,80 %). En termes de valeur relative, une baisse de 1,73 points est enregistrée par rapport à 2022 contre une hausse de 7,82 points entre 2022 et 2021. Cependant, en valeur nominale, les recouvrements au 31 mai 2023 sont en hausse de 53 120 951 200 FCFA (correspondant à 15,41 % de taux de progression) par rapport à 2022 et de 86 221 744 065 FCFA (33% de taux de progression) entre 2021 et 2022. Ce niveau de recouvrement fort appréciable au 31 mai 2023 s'explique entre autres par l'inflation générale des prix des marchandises au plan mondial, la révision à la hausse de la structure des prix des hydrocarbures, la réintégration de la perception de la TVA des sociétés minières, la lutte contre la fraude sous toutes ses formes et l'intégration du module « EXO » dans SYDONIA.

- **la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) :** les prévisions de la DGTCP pour l'année 2023 se chiffrent à 239 956 940 000 FCFA contre 232 509 720 000 FCFA et 208 542 071 000 FCFA respectivement en 2022 et 2021. Les prévisions de l'exercice budgétaire 2023 sont en hausse de 3,20 % (7 447 220 000 FCFA) comparativement à celles de 2022. Le taux de progression annuel moyen des prévisions sur la période ressort à 2,88 %.

Au 31 mai 2023, les réalisations de la DGTCP s'élèvent à 101 803 445 000 FCFA, soit un taux d'exécution de 42,43 % par rapport aux prévisions de l'année. Rapportées aux prévisions de la période qui s'élèvent à 70 048 689 000 FCFA, la DGTCP a réalisé une performance de 145,33 %.

A la même période en 2022 et 2021, les taux annuels de recouvrement étaient respectivement de 31,53 % et de 34,71 %, soit une hausse de performance de 2023 en valeur relative de 10,90 points par rapport à 2022 et une baisse de 3,18 points entre 2021 et 2022. En valeur nominale, les recouvrements de l'année 2023 sont en hausse de 28 500 746 000 FCFA par rapport à ceux de 2022, lesquels sont en hausse de 907 896 000 FCFA par rapport aux recouvrements de 2021.

La performance globale de 145,33 % de la DGTCP par rapport aux objectifs de la période sous revue se justifie principalement par le paiement anticipé de dividendes de l'ordre de 31 839 485 000 FCFA dont 26 897 399 000 FCFA dans le seul mois de mai alors que leur encaissement était initialement attendu en juin. A cela, s'ajoute un meilleur recouvrement de certaines natures de recettes, à savoir :

- les recettes en atténuation de dépenses (recouvrement de 12 237 204 499 FCFA sur une prévision de la période de 5 461 850 408 FCFA, soit un taux de réalisation de 224,05%) ;
- la taxe pour le développement des activités audiovisuelles (recouvrement de 5 948 037 087 FCFA sur une prévision de la période de 797 054 250 FCFA, soit un taux périodique de 746,25%) ;
- la taxe sur l'usage des titres de transport aérien de passagers (recouvrement de 1 102 714 562 FCFA sur une prévision de la période de 1 055 000 000 FCFA, soit un taux périodique de 104,52%) ;
- les recettes issues de la délivrance des passeports ordinaires et des visas d'entrée (recouvrement de 1 780 150 000 FCFA sur une prévision de la période de 1 110 000 000 FCFA, soit un taux périodique de 160,36%) ;
- les recettes issues de la vente des stands et des tickets de la SNC (recouvrement de 69 779 675 FCFA une prévision de la période de 2 400 000 FCFA, soit un taux périodique de 2907,49%).

2.1.2 Au titre des recettes extraordinaires

Les prévisions globales des recettes extraordinaires du budget de l'État, exercice 2023 sont de 283 458 417 400 FCFA contre 339 070 829 000 FCFA en 2022 et 314 465 828 000 FCFA en 2021, soit une baisse de 16,40 % entre 2022 et 2023 et une hausse de 7,82 % entre 2021 et 2022. Ces prévisions comprennent 29,69 %, 34,62 % et 15,48 % d'appuis budgétaires respectivement en 2021, 2022 et 2023.

Le niveau de mobilisation des recettes extraordinaires budgétaires au 31 mai 2023 s'établit à 173 144 092 938 FCFA, soit un taux d'exécution de 61,08 % par rapport aux prévisions annuelles. Rapportées aux prévisions de la période qui sont de 173 375 093 040 FCFA, il se dégage un taux de réalisation de 99,87 %. Cependant, il faut noter un taux de mobilisation nul au titre des dons

programmes. Cela se justifie par le fait qu'aucun décaissement n'avait été prévu sur la période sous revue.

A la même période en 2022 et 2021, les taux de mobilisation étaient respectivement de 3,64 % et 36,72 %, soit un gain de performances de 57,45 points de pourcentage entre 2022 et 2023 et une baisse de performance de 33,08 points de pourcentage entre 2021 et 2022.

En valeur nominale, la mobilisation des recettes extraordinaires au 31 mai 2023 est en hausse de 160 812 015 693 FCFA par rapport à 2022 contre une baisse de 103 139 534 468 FCFA entre 2021 et 2022. Le niveau élevé de décaissement des dons projets comparé à la même période de l'exercice 2022 s'explique par le fait que plusieurs bailleurs de fonds ont levé leurs suspensions de décaissements suite aux changements de régime en 2022.

2.2 Situation d'exécution des dépenses budgétaires

Les prévisions ajustées des dépenses totales du budget de l'Etat, exercice 2023, s'établissent à 3 235 913 624 000 FCFA en crédits de paiement (CP) dont 2 073 066 018 000 FCFA de dépenses ordinaires, soit 64,11% et 1 162 847 605 000 FCFA de dépenses en capital.

Au 31 mai 2023, les dépenses, toutes natures et toutes sources de financements confondues, ont été engagées-comptabilisées à hauteur de 1 531 925 151 000 FCFA, soit un taux de 47,34%. Ce taux est au-dessus du taux repère à fin mai (41,67%) de 5,67 points de pourcentage. Cette performance est imputable principalement aux dépenses ordinaires notamment la charge financière de la dette et les dépenses de transferts courants. Le montant liquidé des dépenses y relatives est de 1 480 658 794 000 FCFA, soit un taux d'absorption de l'ensemble des prévisions de 45,49%. Le taux de liquidation sur la base des dépenses engagées visées s'établit à 96,65%.

A la même période en 2021 et 2022, les taux d'exécution globale (base engagée visée) étaient respectivement de 42,37% et de 38,77% (annexe 3).

2.2.1 Au titre des dépenses ordinaires

A fin mai 2023, les dépenses ordinaires ont enregistré un niveau d'exécution base « engagée comptabilisée » de 945 784 750 000 FCFA sur des prévisions de CP ajustées de 2 073 066 018 000 FCFA, soit un taux d'exécution de 45,62% supérieur au taux repère. Le montant des liquidations y relatives s'élève à 918 569 745 000 FCFA. Rapporté aux prévisions des CP, il ressort un taux d'absorption de 44,31%. Le taux d'exécution, base engagée visée, était de 46,16 % en 2022 et de 45,54% en 2021 à la même période. Le taux d'engagement observé au 31 mai 2023 est essentiellement dû au fort niveau d'engagement de la charge financière de la dette (52,17%) et des dépenses de transferts courants (64,81%).

Entre 2022 et 2023 à la même période, le volume des dépenses ordinaires engagées s'est accru de 62 320 948 000 FCFA en valeur nominale et de 7,06% en valeur relative. Cette augmentation est portée principalement par la charge financière de la dette (6 101 107 000 FCFA) et les dépenses de transferts courants (67 541 252 000 FCFA).

Le détail par catégorie des dépenses ordinaires se présente comme suit :

La charge financière de la dette

Les paiements effectifs de la charge financière de la dette à fin mai 2023 s'élèvent à 122 160 799 000 FCFA. Rapportés aux prévisions de 234 160 242 000 FCFA, il ressort un taux d'exécution de 52,17% contre 59,27% en 2022 et 43,23% en 2021 à la même période.

En valeur absolue, les paiements effectifs de la charge financière de la dette en 2023 ont augmenté de 6 101 107 000 FCFA (5,26%) par rapport à 2022 où le niveau affiché était de 116 059 692 000 FCFA. Entre 2021 et 2023, les paiements de la charge financière de la dette ont connu une progression moyenne de 31,38%. Cette progression s'explique principalement par la structure de la dette. Il est fait de plus en plus recours à la dette intérieure (titres publics et prêts commerciaux) qui présente des taux d'intérêt élevés avec des courts délais d'exigibilité. En effet, au 31 mai des trois (03) derniers exercices, la charge financière de la dette intérieure représentait en moyenne 84,76% de la totalité des paiements effectifs. Il reste entendu que le volume de la charge de la dette est étroitement lié à la hausse de l'encours de la dette. En effet, l'encours de la dette par rapport au PIB est passé de 53,3% à 53,9% et à 60,1% respectivement en 2021, 2022 et en 2023 pour une limite de 70% du PIB selon le pacte de convergence de l'UEMOA.

Les dépenses de personnel

Les dépenses de personnel, à fin mai 2023, affichent un niveau d'exécution de 384 964 019 000 FCFA sur une prévision de 1 097 180 821 000 FCFA, soit un taux de 35,09%. Ce niveau d'exécution est constitué de la solde mensuelle à hauteur de 310 381 000 000 FCFA et des paiements hors soldes d'un montant de 74 583 019 000 FCFA.

A la même date, le taux d'exécution était de 43,89% en 2021 et de 41,08% en 2022 correspondant respectivement à 417 000 438 000 FCFA et à 415 788 291 000 FCFA.

En comparant les niveaux d'exécution des dépenses de personnel de 2023 et 2022, il ressort une baisse de 30 824 278 000 FCFA. Cet état de fait pourrait s'expliquer par le rythme de la prise de certains actes de carrière du personnel et l'incidence financière y relative. Il s'agit notamment des actes d'avancement, de reclassement et de régularisation de situation administrative.

L'analyse par ministère de la situation d'exécution de cette catégorie de dépense au 31 mai 2023 indique que trois (03) ministères à savoir le ministère en charge de l'éducation nationale, le ministère

en charge de la défense et celui en charge de la sécurité absorbent respectivement 50,69% ; 13,05% et 10,82%, soit un total de 74,57% des dépenses de personnel.

Les dépenses d'acquisition de biens et services

Les dépenses d'acquisition de biens et services engagées comptabilisées à fin mai 2023 se chiffrent à 100 608 357 000 FCFA sur un crédit de paiement ajusté de 220 637 981 000 FCFA, soit un taux de 45,60% supérieur au taux repère (41,67%). Le montant des liquidations s'élève à 88 035 405 000 FCFA. Rapporté aux prévisions CP, il ressort un taux d'absorption de 39,90% avec un taux de liquidation des engagés comptabilisés de 87,50%.

Les taux des dépenses engagées-visées étaient de 43,95 % et de 36,77% respectivement en 2022 et en 2021 à la même période.

Le taux d'exécution de ces dépenses, à mi-parcours, est supérieur aux taux affichés en 2022 et 2021 à la même période respectivement de 1,65 points et de 8,82 points. Le niveau d'exécution de cette nature de dépense en 2023 est imputable à l'acquisition de matières, matériel et fournitures ; aux frais de mission et autres acquisitions de biens et services qui affichent les taux d'exécution respectifs de 56,87% ; 47,81% et 62,88%.

Les dépenses de transferts courants

A fin mai 2023, sur un crédit de paiement ajusté de 520 086 974 000 FCFA, les dépenses de transferts courants « engagées-comptabilisées » se chiffrent à 337 052 471 000 FCFA, soit un taux de 64,81% supérieur au taux référentiel à fin mai de 23,74 points. Le montant des liquidations s'élève à 322 410 418 000 FCFA. Rapporté aux prévisions CP, il ressort un taux d'absorption de 61,99%. Le taux engagé-visé était de 52,54 % en 2022 et de 53,88% en 2021 à la même période. Ces dépenses présentent le taux d'exécution le plus élevé de toutes les natures de dépenses après celui des dépenses en atténuation des recettes. En effet, ces dépenses liquidées enregistrent une hausse de 67 541 252 000 FCFA par rapport à 2022 principalement imputable à l'engagement de la subvention aux hydrocarbures de 85 000 000 000 FCFA soit 100% de la prévision y relative.

Il est à noter que cette nature de dépense est le principal levier de la politique sociale du gouvernement qui fait face à des besoins sociaux de plus en plus accrus.

Les dépenses en atténuation des recettes des gestions antérieures

Sur un crédit de paiement de 1 000 000 000 FCFA, les dépenses en atténuation des recettes, enregistrent au 31 mai 2023, un taux d'exécution de 99,91%, correspondant à un montant de 999 104 000 FCFA.

A la même période en 2022, ces dépenses n'avaient pas connu d'exécution. Cependant, en 2021 à la même période, le niveau d'exécution était de 337 287 000 FCFA.

L'épuisement des crédits de cette ligne budgétaire en fin mai 2023 s'explique principalement par la prise en charge d'un important stock de dossiers de remises de pénalités de retard. Par ailleurs, il est à signaler l'existence d'un stock de dossiers de remise de pénalités de retard d'un montant de 500 000 000 FCFA dont la prise en charge nécessitera des réaménagements ou une rallonge de crédits budgétaires.

2.2.2 Situation d'exécution des dépenses en capital

Cette rubrique, constituée des investissements exécutés par l'Etat et des transferts en capital, comprend les autorisations d'engagement (AE) consommées au titre des contrats annuels ou pluriannuels et les crédits de paiement (CP) consommés au titre de la liquidation des dépenses engagées visées.

Les prévisions ajustées du budget 2023, au titre des dépenses en capital, s'élèvent à 859 864 969 000 FCFA en AE et à 1 162 447 605 000 FCFA en CP.

Au 31 mai 2023, le niveau d'exécution desdites dépenses base « engagée comptabilisée » des CP se chiffre à 586 140 401 000 FCFA correspondant à un taux d'exécution de 50,41%. Le niveau des liquidations est de 562 089 049 000 FCFA, soit un taux de 48,34% rapporté aux prévisions des CP. Les taux des engagés-visés étaient respectivement de 24,73% et 36,04% en 2022 et 2021 à la même date.

❖ Les dépenses d'investissements exécutées par l'Etat

Les prévisions de CP au titre des investissements exécutés par l'Etat sont de 1 152 847 605 000 FCFA.

Le montant des dépenses engagées comptabilisées, toutes sources de financement confondues, s'élève à 582 854 472 000 FCFA correspondant à un taux d'exécution de 50,56%, supérieur au taux repère avec un écart 8,89 points. Le montant des liquidations quant à lui s'élève à 558 803 120 000 FCFA, soit un taux d'absorption de 48,47%.

En 2022 et 2021 à la même période, les taux de liquidation étaient respectivement de 24,89% et de 36,73%. L'analyse comparative des trois (03) exercices budgétaires à la même période fait ressortir une évolution en dent de scie des taux de liquidation desdites dépenses. Le niveau de liquidation observé en 2022 est en partie expliqué par les implications de la lettre circulaire n°2022_156/MEFP/SG/DGB/DEB du 27 janvier 2022 portant orientations pour l'exécution du budget 2022 qui préconisait d'observer la prudence dans l'engagement de nouvelles dépenses d'investissements et les régulations budgétaires opérées pour la prise en compte des priorités du moment.

Le fort niveau d'exécution des dépenses d'investissement est principalement imputable aux décaissements des financements extérieurs (appuis-projets).

Le détail par source de financement des investissements se présente comme suit :

🚩 Les investissements sur ressources propres de l'Etat

A fin mai 2023, les dépenses d'investissements sur ressources propres affichent un niveau engagé comptabilisé de 224 217 743 000 FCFA sur des prévisions CP ajustées de 697 539 585 000 FCFA, soit un taux de 32,14% en deçà du taux repère, avec un écart de 9,53 points. Le montant des liquidations s'élève à 200 166 391 000 FCFA, soit un taux d'absorption de 28,70%. Le taux engagé-visé était de 29,61 % en 2022 et de 30,54% en 2021 à la même période.

Il est à signaler que les contreparties nationales aux projets et programmes enregistrent un niveau d'engagé-comptabilisé de 12 080 282 000 FCFA sur des CP de 52 927 051 000 FCFA, soit un taux d'exécution de 22,82%.

L'importance de ces crédits dans la mise en œuvre des projets sur financements extérieurs nécessite un suivi particulier quant à leur exécution.

🚩 Les investissements exécutés sur financements extérieurs (prêts et subventions)

Au 31 mai 2023, le montant total des décaissements (base ordonnancement) s'élève à 358 636 727 000 FCFA réparti entre les subventions pour 173 146 361 000 FCFA et les prêts pour 185 490 368 000 FCFA. Le taux d'exécution se situe ainsi à 78,77% par rapport aux crédits de paiement qui s'élèvent à 455 308 020 000 FCFA.

Par rapport à fin mai 2022, il est à noter une augmentation du niveau d'exécution des dépenses d'investissements financées sur ressources extérieures (prêts et subventions) de 303 265 607 000 FCFA.

❖ Les dépenses de transferts en capital

Au 31 mai 2023, il a été engagé-comptabilisé au titre de cette rubrique de dépenses un montant de 3 790 390 437 FCFA sur une prévision de 10 000 000 000 FCFA, soit un taux d'exécution de 37,90%.

Il est à noter que cette nature de dépenses intervient dans le cadre des prises de participations au capital des organismes financiers internationaux et des restructurations d'entreprises ou sociétés d'Etat. Ainsi, le montant engagé a servi à la prise en charge de la troisième tranche du capital du Fonds de Solidarité Africaine (994 891 680 FCFA), de la souscription du Burkina Faso aux augmentations Générale et sélective du Capital 2018 de la Société Financière Internationale (759 773 000 FCFA), de la 2^{ème} tranche des arriérés au capital de Shelter Afrique (332 498 910 FCFA), de la 12^{ème} tranche de la

souscription du Burkina Faso à la 6^{ème} Augmentation Générale du Capital (AGC) de la Banque Africaine de Développement (707 466 214 FCFA), des arriérés de la 3^{ème} et de la dernière tranche du capital appelé en 2018 du Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (491 299 130 FCFA) et de la 2^{ème} tranche de la souscription du Burkina Faso à la 6^{ème} Augmentation Générale du Capital (AGC) de la Banque Islamique de Développement (286 582 500 FCFA).

Il faut noter que les transferts en capital sont subdivisés en prise de participation à l'intérieur d'une prévision budgétaire d'un montant de 4 000 000 000 FCFA et en prise de participation à l'extérieur d'une prévision de 6 000 000 000 FCFA. A fin mai 2023 aucun engagement n'a été effectué au titre des prises de participation à l'intérieur. Par contre, les disponibilités actuelles des crédits destinés à la prise de participations à l'extérieur sont insuffisantes pour la prise en charge des dossiers en instance et nécessitent une rallonge.

2.2.3 Situation d'exécution par programme budgétaire

De l'examen de la situation d'exécution du budget de l'Etat, hors financements extérieurs, par programme et dotation budgétaires à la date du 31 mai 2023, il ressort que sur l'ensemble des 126 programmes et dotations :

- ✓ 45 enregistrent un taux d'exécution inférieur ou égal à 25% ;
- ✓ 45 ont connu un taux d'exécution compris entre 25% et 50% ;
- ✓ 21 ont enregistré un taux d'exécution compris entre 50% et 75%
- ✓ 15 ont enregistré un taux d'exécution supérieur à 75%.

Il faut noter que 74 programmes budgétaires sur 126 affichent un taux d'exécution base « engagée-comptabilisée » inférieur au taux repère de 41,67%. Au regard du nombre important de ces programmes budgétaires, les ministères et institutions, qui les abritent, sont invités à rendre opérationnel le dialogue de gestion pour plus d'efficacité dans la mise en œuvre de leurs programmes budgétaires. L'**annexe 4** donne le détail de l'exécution des dépenses des exercices 2021, 2022 et 2023 par programme au 31 mai.

2.2.4 Situation d'exécution des crédits délégués aux structures déconcentrées des ministères et institutions

Les crédits délégués sont constitués des inscriptions budgétaires dont la gestion est confiée aux structures déconcentrées des ministères et institutions.

Le montant total des prévisions des crédits délégués au titre de 2023 s'élève à 44 174 380 000 FCFA et représente 1,59% du budget de l'Etat hors financements extérieurs contre des prévisions de 57 939 731 000 FCFA en 2022 et 51 529 554 000 FCFA en 2021.

Au 31 mai 2023, ces crédits enregistrent un taux d'exécution base engagée-comptabilisée de 54,80% correspondant à un montant de 23 764 783 000 FCFA. Ce taux est supérieur de 12,13 points de pourcentage au taux repère de 41,67%. A la même période en 2021 et 2022, les taux d'exécution base engagée visée étaient respectivement de 46,33% et de 41,78%.

De l'examen par ministère, il ressort que sur 17 ministères et institutions concernés par les crédits délégués :

- ✓ 06 ministères enregistrent des taux d'exécution supérieur au taux repère de 41,67% ;
- ✓ 05 ministères ont un taux d'exécution compris entre 25% et 41,67% ;
- ✓ 06 ministères ont un taux d'exécution inférieur à 25%.

Les **annexe 5** donnent le détail d'exécution des crédits délégués aux structures déconcentrées des ministères et institutions des exercices 2021, 2022 et 2023 au 31 mai.

2.2.5 Mise en œuvre des plans de passation des marchés et traitement des requêtes de remise de pénalités de retard et de paiement d'intérêts moratoires au 31 mai 2023

▪ Etat des indicateurs de bonne gouvernance économique

Les indicateurs de bonne gouvernance économique en matière de marchés publics sont au nombre de deux (02), à savoir IP18 et IP19.

Au titre de l'indicateur IP18 qui apprécie le pourcentage des marchés publics conclus dans le délai de validité des offres, il peut être noté qu'à fin mai 2023, sur un total de 339 marchés approuvés concernés par le délai de traitement, tous les marchés ont été conclus dans le délai de validité des offres, soit un taux de 100% pour une cible supérieure à 90%. Il ressort donc un respect de l'indicateur IP 18 à fin mai 2023.

Lesdits marchés approuvés et concernés par le délai de validité des offres se décomposent comme suit par source de financement :

- 319 marchés financés sur ressources propres ;
- 20 marchés sur fonds extérieurs.

Au titre de l'indicateur IP19, qui apprécie en nombre et en valeur le pourcentage des marchés publics conclus suivant le type de procédures, deux (02) méthodes de calcul ont été retenues.

La première méthode prend en compte les marchés passés par entente directe sur la base du décret n°2022-0009/PRES/PM/MEFP du 20 janvier 2022 portant allègement des mesures relatives à la

passation, à l'exécution, à la réception et au paiement des marchés publics et des délégations de service public dans le cadre de la mise en œuvre du PUS. La situation se présente comme suit :

❑ **Appel à concurrence ouverte**

Sur les 339 marchés approuvés à fin mai d'un montant de 114 614 579 587 FCFA, 312 marchés d'un montant de 110 566 235 102 FCFA ont été passés suivant la procédure d'appel à concurrence ouverte soit un taux de 96,47% selon la valeur et 92,04% selon le nombre pour une norme d'au moins 85% dans les deux cas.

❑ **Procédures exceptionnelles (Entente Directe et Appels à concurrence restreinte).**

27 marchés, passés par les procédures exceptionnelles d'un montant de 4 048 344 485 FCFA, ont été approuvés à fin mai 2023 représentant des taux de 3,53% selon la valeur et de 7,96% selon le nombre pour une cible prévisionnelle inférieure à 15 % dans les deux cas.

La seconde méthode ne prend pas en compte les marchés passés par entente directe sur la base du décret n°2022-0009/PRES/PM/MEFP du 20 janvier 2022 portant allègement des mesures relatives à la passation, à l'exécution, à la réception et au paiement des marchés publics et des délégations de service public dans le cadre de la mise en œuvre du PUS. La situation est la suivante :

❑ **Appel à concurrence ouverte**

Sur les 330 marchés approuvés à fin mai d'un montant total de 112 574 466 188 FCFA, 312 marchés d'un montant de 110 566 235 102 FCFA ont été passés suivant la procédure d'appel à concurrence ouverte soit un taux de 98,22% selon la valeur et 94,55% selon le nombre pour une norme d'au moins 85% dans les deux cas.

❑ **Procédures exceptionnelles (Entente Directe et Appels à concurrence restreinte).**

18 marchés, passés par les procédures exceptionnelles d'un montant de 2 008 231 086 FCFA, ont été approuvés à fin mai 2023 représentant des taux de 1,78% selon la valeur et de 5,45% selon le nombre pour une cible prévisionnelle inférieure à 15 % dans les deux cas.

▪ **Au titre des marchés incertains**

Les marchés incertains sont des marchés ne pouvant plus être lancés et exécutés entièrement au titre de l'exercice budgétaire en cours au regard des délais d'exécution ou de leur état de maturité. Lorsque ces marchés sont passés et engagés nonobstant le très grand risque de non aboutissement, cela conduit généralement à la constitution d'engagements qui impacteront le budget de l'année suivante. Pour éviter ces difficultés, il est demandé aux ministères et institutions de surseoir objectivement à ces marchés dont les crédits peuvent être judicieusement redéployés à d'autres dépenses prioritaires. En cas d'abandon pure et simple de ces marchés, les crédits y relatifs constitueraient des marges qui

contribueront à résorber en partie le besoin de financement du moment. L'examen des situations de mise en œuvre des plans de passation des marchés (PPM) dans le cadre de la revue à mi-parcours de l'exécution du budget au 31 mai 2023, a permis d'identifier 23 dossiers jugés incertains au niveau de 05 ministères pour un montant total de 10 303 500 519 FCFA. Sur ce montant 1 667 206 519 FCFA concerne 03 marchés à passer sur un compte trésor du ministère en charge du commerce.

Des échanges, il est ressorti le souhait de pouvoir redéployer les crédits concernés pour l'exécution d'autres prioritaires. De façon générale, il sied pour tous les départements ministériels de procéder à une analyse objective de la maturité des dépenses envisagées pour le reste de l'année afin de surseoir à celles qui ne pourraient pas aboutir et le cas échéant redéployer les ressources y relatives aux priorités du moment.

Outre les marchés incertains, cette démarche devrait être observée dans le cadre de l'exécution des plans de déblocage de fonds afin d'éviter les requêtes récurrentes d'autorisation d'utiliser les ressources de l'exercice l'antérieur en année courante. Au regard de la récurrence de ce type de requêtes d'année en année, il sied d'appliquer de manière rigoureuse le principe de l'annualité budgétaire en reversant systématiquement après le 31 décembre de l'exercice concerné tous les reliquats des ressources non consommées des différents comptes de dépôts des administrations publiques.

Le détail est consigné dans l'**annexe 6**.

▪ **Situation des remises de pénalités de retard et de paiement des intérêts moratoires**

❖ **Remises de pénalités de retard**

Les remises de pénalités de retard proviennent des cas de force majeure intervenus dans l'exécution des prestations relatives aux marchés ou des manquements des autorités contractantes dans le suivi de l'exécution des contrats. Elles peuvent résulter également des pénalités de retard indûment calculées.

A la date du 31 mai 2023, il a été accordé des remises de pénalités de retard à hauteur de 1 047 432 345 FCFA correspondant à 82 requêtes sur un total de 172 examinées. A la même date en 2022, neuf (09) requêtes de remise d'un montant de 207 054 991 FCFA avaient reçu un avis favorable.

Pour permettre d'atténuer les incidences des remises de pénalités de retard sur le budget, il sied donc :

- de former les différents acteurs dans le processus de passation et d'exécution des marchés publics ;
- d'assurer une programmation à bonne date des réceptions des prestations après les requêtes des titulaires des marchés ;

- de veiller à ne pas émettre un ordre de service sans tenir compte du degré de maturité des dossiers, notamment sur l'identification des sites et la disponibilité de plan des travaux.

❖ Intérêts moratoires

Le paiement des intérêts moratoires est dû au non-respect des délais de paiement des prestataires par l'autorité contractante au regard des dispositions des articles 172 et 173 du décret n°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 1^{er} février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public.

Au 31 mai 2023, le montant des intérêts moratoires accordé s'élève à 62 947 829 FCFA correspondant à neuf (09) requêtes sur un total de trente-trois (33) examinées contre un montant de 23 496 168 FCFA accordé en 2022 correspondant à cinq (05) requêtes. Il faut noter que les troubles sociopolitiques et les changements institutionnels n'ont pas permis la diligence dans le traitement des factures en instances.

2.2.6 Situation d'exécution des plans de déblocages de fonds

Sur une prévision totale de crédit de paiement des dépenses hors prêts et subventions de 2 780 624 804 000 FCFA, un montant global de 1 105 453 050 000 FCFA est prévu être exécuté par voie de déblocage de fonds, représentant 39,76% des dépenses totales. Sur ce montant, l'objectif de déblocage à fin mai est de 669 683 711 000 FCFA. A la date du 31 mai 2023, le montant débloqué s'élève à 498 339 097 000 FCFA correspondant à un taux d'exécution global de 45,08% pour une cible de 60,58%.

Par ministère et institution, l'analyse de la situation indique que seul le Ministère en charge des affaires étrangères et cinq (05) institutions ont atteint un niveau d'exécution de 100% de leur objectif de déblocage de la période. Cette situation s'explique par les difficultés rencontrées par les ministères dans la justification des déblocages précédents dues en partie à la production tardive des pièces justificatives ou non conformes à la réglementation en vigueur. Aussi, il est à noter que le dysfonctionnement, souvent constaté, de l'application de gestion des dépenses, le non-respect des programmes d'activités par certaines structures et la modification tardive des plans de déblocage initiaux induite par la régulation budgétaire ont impacté la mise en œuvre des plans de déblocage de fonds des ministères et institutions.

Afin de booster l'exécution des plans de déblocage de fonds, les ministères et institutions sont invités à, d'une part, produire et transmettre dans les délais les pièces justificatives des déblocages de fonds précédents et, d'autre part, prendre les dispositions pour la mise en œuvre des activités qui ont connu un retard de démarrage pour diverses raisons. En tout état de cause, les fonds débloqués et non utilisés devraient être reversés au Trésor public dans les délais qui seront requis par la circulaire relative à la clôture des opérations d'exécution budgétaire au titre de l'exercice 2023.

L'annexe 7 donne le détail de la mise en œuvre du plan de déblocage de fonds par ministère/institution au 31 mai 2023.

2.2.7 Situation des dépenses non abouties (DNA) et des restes à liquider des Autorisations d'engagement (AE) des ministères et institutions

L'examen technique des rapports de l'exécution à mi-parcours des budgets des ministères et institutions a permis de relever un niveau relativement important de dépenses non abouties (DNA) de 2022 et exercices antérieurs et des restes à liquider au titre des autorisations d'engagement (AE) consommées au cours des exercices antérieurs et 2023 au 31 mai.

✓ Situation des restes à liquider des Autorisations d'engagement (AE) engagées (annexe 8).

Les restes à liquider des AE engagées cette année et les années antérieures se chiffrent, au 31 mai 2023, à 76 192 012 000 FCFA contre 126 935 862 570 FCFA à la même période en 2022 et concernent 24 ministères et institutions. Cela dénote l'effort fourni par les ministères dans l'apurement des arriérés. Nonobstant cet effort, les ministères et institutions concernés sont encouragés à maintenir la dynamique de bonne gestion des dépenses d'investissements.

Dans le cadre de l'amélioration des procédures de gestion, il est envisagé l'informatisation du suivi des AE-CP pour plus d'efficacité.

En attendant, les ministères et institutions sont invités à poursuivre et à affiner le dispositif de suivi manuel. Par ailleurs, il leur a été demandé de procéder systématiquement au dégagement, dans le système d'information, des dépenses engagées visées qui seraient devenues sans objet.

✓ Situation des dépenses non abouties (DNA) (annexe 9).

Les DNA sont des dépenses engagées-visées qui n'ont pas pu être liquidées avant la clôture de l'exercice budgétaire au cours duquel la liquidation était prévue. Le réengagement de ces dépenses qui constitue une priorité pour les ministères et institutions concernés devrait se faire dans le courant du premier trimestre de l'exercice suivant afin d'éviter la constitution d'un stock important de dette intérieure.

Au 31 mai 2023, dix-sept (17) ministères et cinq (05) institutions disposent des dépenses non abouties (DNA) des exercices antérieurs non encore réengagées en 2023 dans le système d'information à la date du 31 mai. Sur un stock de DNA de début d'année d'un montant de 53 284 346 000 FCFA, seulement un montant de 10 559 431 000 FCFA a été réengagé, soit un taux de 19,82%. Il se dégage des restes à réengager de 42 724 915 000 FCFA.

2.3 Situation des soldes budgétaires au 31 mai 2023

L'épargne budgétaire prévisionnelle était de 273 177 472 000 FCFA dans la loi de finances initiale. Quant au besoin de financement, il ressortait à 604 652 931 000 FCFA (4,5% du PIB nominal).

A l'exécution, au 31 mai 2023, l'épargne budgétaire et le solde budgétaire global base « engagée comptabilisée » sont ressortis respectivement à 67 054 569 000 FCFA et à - 345 941 739 000 FCFA. Il faut signaler que les recettes recouvrées et destinées au CAST « Remboursement crédits TVA » d'un montant de 33 190 168 000 FCFA a été déduit du montant total des recettes recouvrées avant la détermination de ces soldes.

3. Perspectives d'exécution du budget en fin d'exercice 2023

3.1 Perspectives de mobilisation des ressources budgétaires pour le reste de l'année 2023

La mobilisation des ressources budgétaires escomptée du 1^{er} juin au 31 décembre 2023 est de l'ordre de 1 515 119 228 000 FCFA dont 1 449 982 156 000 FCFA de recettes ordinaires et 65 137 072 000 FCFA de recettes extraordinaires. Ces perspectives représentent 55,47 % des prévisions de l'année. Leur réalisation effective induirait un taux d'exécution global de 100,11 % au 31 décembre 2023.

3.1.1 Perspectives en matière de mobilisation des recettes ordinaires

Le montant de 1 449 982 156 230 FCFA attendu au titre des recettes ordinaires pour le reste de l'année (du 1^{er} juin au 31 décembre) résulte des projections de recouvrement de recettes des différentes régions assorties de la mise en œuvre de certaines mesures.

✓ Perspectives à fin décembre 2023 de la DGI

La DGI projette recouvrer 734 306 135 694 FCFA en termes de perspectives pour le reste de l'année. Cette perspective de recouvrement inclut le manque à gagner de la période de janvier à mai 2023 d'un montant de 12 333 942 104 FCFA. Sa réalisation, qui requiert la mise en œuvre d'actions fortes et des moyens conséquents, permettra à la DGI d'atteindre un taux d'exécution de 100,03 % de l'objectif de recouvrement à lui assigné au titre de l'exercice budgétaire 2023. Pour y parvenir, elle entend intensifier les actions de contrôle fiscal, renforcer la lutte contre la fraude fiscale, mettre en œuvre des opérations spéciales de recouvrement et poursuivre les actions déjà entreprises telles que :

- la promotion du civisme fiscale par l'exemplarité ;
- les opérations intensives de recouvrement des arriérés fiscaux ;
- les travaux d'analyse et d'apurement des arriérés fiscaux pour un meilleur ciblage des actions de recouvrement ;
- le renforcement de l'utilisation des télé-procédures pour la déclaration et le paiement des impôts.

✓ **Perspectives à fin décembre 2023 de la DGD**

En terme de perspectives, la DGD compte recouvrer pour le reste de l'année 586 928 303 294 FCFA, d'où des réalisations projetées de 984 710 265 802 FCFA à fin décembre 2023, correspondant à un taux de 106,17 %.

Pour rester dans la dynamique d'un recouvrement optimal des recettes, les actions et mesures suivantes seront menées pour le reste de l'année :

- l'élargissement des codes de spécifications tarifaires des produits à risque ;
- le suivi en permanence de l'évaluation des marchandises dans les offices ;
- le ciblage des chargements à partir des interconnexions ;
- la responsabilisation accrue des commissionnaires en douane agréés (CDA) en matière de transit ;
- la poursuite du travail d'assainissement du milieu des CDA ;
- le renforcement de la géolocalisation des marchandises en transit et des interconnexions existantes ;
- le renforcement des capacités des agents en matière de contrôle immédiat et après dédouanement ;
- la mise en œuvre du système d'émission d'Avis de valeurs en douane ;
- la mise en place d'une plateforme électronique de dédouanement de véhicules automobiles ;
- la mise en œuvre de la plateforme eDouane ;
- l'organisation d'opérations conjointes de contrôle pour lutter efficacement contre la fraude douanière ;
- la poursuite de l'opérationnalisation de l'Observatoire pour la Célérité des Opérations Douanières (OCOD).

✓ **Perspectives à fin décembre 2023 de la DGTCP**

En termes de perspectives pour le reste de l'année, la DGTCP projette recouvrer 128 747 717 000 FCFA ; ce qui conduirait à un recouvrement cumulé de 230 551 163 000 FCFA à fin décembre, correspondant à un taux de 96,08 % par rapport aux prévisions annuelles de l'exercice 2023. Ce niveau de mobilisation escompté tient compte des manques à gagner déjà constatés au niveau des recettes minières (28 844 421 000 FCFA encaissés à fin mai contre 44 969 631 000 FCFA attendus soit un gap de 16 125 210 000 FCFA) et de la vente des titres de transport (1 827 512 000 FCFA recouverts au 31 mai contre 2 396 000 000 FCFA attendus à la même période, soit un gap de 568 488 000 FCFA) en lien respectivement avec le contexte sécuritaire ayant entraîné l'arrêt de production et la suspension des activités de certaines sociétés minières et la baisse de la sollicitation des prestations. Toujours en lien avec le contexte sécuritaire difficile, des manques à gagner sont enregistrés au niveau des recettes

issues de l'environnement (amendes forêt et faune, recettes contentieuses) en raison de l'inaccessibilité des forêts et faunes (346 677 000 FCFA recouverts à fin mai contre 460 585 000 FCFA attendus à la même période, soit un gap de 113 908 000 FCFA). Il convient de rappeler qu'au cours des cinq premiers mois de l'année, un montant de 31 839 485 000 FCFA a été encaissé par anticipation au titre des dividendes ; ce qui va se traduire par une baisse des recettes attendues pour cette nature au cours des 7 mois restants de l'année.

Dans l'optique d'atteindre les recouvrements escomptés au 31 décembre 2023, la DGTCP poursuivra la mise en œuvre de certaines actions ou mesures identifiées dont entre autres :

- la relance des sociétés minières et des sociétés à capitaux publics en vue du recouvrement des dividendes dus de l'exercice 2022 d'environ 33 000 000 000 FCFA ;
- la relance de TELECEL FASO pour le reversement de la redevance relative à l'exploitation des infrastructures de communication par fibre optique d'environ 2 000 000 000 FCFA ;
- le suivi rapproché des acteurs du recouvrement par le contrôle et le reversement régulier des ressources collectées ;
- l'exécution des missions de contrôle des prix sur les produits de grande consommation relevant du ministère en charge du commerce ;
- le contrôle des sociétés minières en termes de rapprochement des données sur les royalties déclarées et les quantités réelles d'or vendu.

3.1.2 Perspectives de mobilisation des recettes extraordinaires à fin décembre 2023

Les perspectives de mobilisation des recettes extraordinaires pour le reste de l'année sont évaluées à 65 137 071 500 FCFA principalement constituées de dons projets à hauteur de 93,67 %. La mobilisation projetée en fin d'exercice serait de 238 281 164 000 FCFA sur des prévisions de 283 458 417 400 FCFA, soit un taux de 84,06 %. Il se dégagerait un manque à gagner de 45 177 253 000 FCFA (dont 1 308 642 000 FCFA de dons projets et 43 868 611 000 FCFA de dons programmes).

Le manque à gagner des appuis projets en fin d'année est lié à la suspension du programme MCA, aux perspectives de non-décaissement du Fonds koweïtien et du Fonds Saoudien pour leurs parts d'appuis projets en dons.

Quant à la mobilisation des dons programmes, les perspectives de décaissement pour le reste de l'année est incertaines. Au regard du niveau d'incertitude très élevé de mobilisation de ces ressources, il conviendrait de ne pas leur adosser de prévisions de dépenses.

3.2 Perspectives d'exécution des dépenses

La revue à mi-parcours de l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2023, a permis de relever des stocks importants de dépenses non abouties des exercices antérieurs non encore réengagées, des restes à liquider des AE engagées et de nouveaux besoins de financement exprimés par les ministères et institutions qui constituent des éventuelles perspectives d'exécution. Il faut signaler que ces perspectives comportent des dépenses jugées impératives et urgentes dont la prise en charge va nécessiter une modification de la configuration des prévisions initiales du budget 2023. Les ajustements des crédits budgétaires se feront à concurrence des ressources mobilisables (réorientation des crédits budgétaires et mobilisation de recettes additionnelles) dans le respect de l'équilibre budgétaire initialement établi.

3.2.1 Nouveaux besoins de crédits budgétaires

L'ensemble des expressions de nouveaux besoins de crédits enregistrés au titre de l'exécution du budget 2023 s'élève à 183,41 milliards FCFA (**annexe 10**) et se décompose comme suit par nature :

- ✓ 10,45 milliards FCFA de dépenses d'acquisition de biens et services ;
- ✓ 11,94 milliards FCFA de dépenses de transfert courant ;
- ✓ 161,02 milliards FCFA de dépenses d'investissements.

3.2.2 Modalités de prise en charge des nouveaux besoins

En rappel, le solde budgétaire global initial s'élevait à -604 652 931 000 FCFA, soit -4,5% du produit intérieur brut nominal. Pour défaut d'améliorer ces soldes, il ne serait pas souhaitable de les dégrader au risque compromettre la soutenabilité du budget pour le reste de l'année. Aussi, les propositions de nouveaux besoins prioritaires à satisfaire devrait se faire en lien avec les possibilités effectives de mobilisations de ressources d'une part, et les capacités d'absorption des nouvelles ouvertures de crédits pour le reste de l'année, d'autre part.

4. Difficultés et recommandations

L'examen à mi-parcours des rapports de l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2023 fait ressortir des difficultés dans son exécution. En vue d'une mitigation des difficultés relevées, des recommandations pour une bonne gestion budgétaire ont été formulées.

4.1.1 Difficultés dans l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2023

✓ Au titre des recettes

- l'incertitude liée aux décaissements effectifs des appuis budgétaires notamment les dons programmes par les partenaires techniques et financiers ;
- la situation sécuritaire dans certaines zones qui limitent les actions de certaines Unités de recouvrement (UR);
- l'augmentation des charges d'exploitation de certaines entreprises du fait de la reconstitution de leur patrimoine détruit par les actes terroristes entraînant une réduction des bénéfices et par ricochet l'impôt sur les bénéfices;
- le ralentissement de l'activité économique induit par l'insécurité avec une baisse de la consommation voire les droits d'accises et la taxe sur la valeur ajoutée.

✓ En ce qui concerne les dépenses, elles sont relatives :

- au faible niveau de réengagement des dépenses non abouties de certains ministères et institutions ;
- aux longs délais des débloques de fonds de certaines structures du fait de la justification tardive (production à temps des pièces justificatives conformes à la réglementation en vigueur) des fonds antérieurement débloqués ;
- au nombre de plus en plus croissant des requêtes aux fins d'obtention de remise de pénalités de retard et/ou de paiement d'intérêts moratoires ;
- à la récurrence des requêtes relatives à l'utilisation des fonds débloqués des exercices antérieurs et non utilisés ;
- à l'instabilité du réseau informatique de l'administration (RESINA) et des applications métiers (SI-N@FOLO, SIMP et SIGASPE).

4.1.2 Recommandations

Pour une amélioration de l'exécution du budget pour le reste de l'année, quelques recommandations sont formulées aussi bien en matière de recettes que de dépenses.

✓ Au titre des recettes

- poursuivre la mise en œuvre des mesures déjà engagées et envisager de nouvelles mesures adaptées au contexte sécuritaire,

- prospecter et recouvrer de façon optimale de nouvelles recettes de services au sein des ministères et institutions.

✓ **En matière de dépenses**

- suivre l'exécution des prestations en cours en vue de leur aboutissement dans les délais réglementaires. Les structures bénéficiaires veilleront à la réception à bonne date desdites prestations afin d'éviter les remboursements de pénalités de retards et éventuellement des paiements des intérêts moratoires du fait de leur défaillance ;
- revisiter les allocations budgétaires afin de s'offrir de l'espace pour financer les nouvelles priorités dont l'apurement des DNA et des restes à liquider des AE pour d'éviter de constituer des stocks de dettes ;
- à tenir compte des capacités d'absorption des crédits dans le déblocage des dernières tranches des subventions ou d'allocations diverses afin d'éviter de recourir à des autorisations de consommation des reliquats de ces crédits en 2024 ;
- diligenter la justification des fonds débloqués afin d'éviter les difficultés de déblocage des dernières tranches pour le reste de l'exercice.

Conclusion

En dépit du contexte difficile, il ressort des situations d'exécution présentées, un niveau appréciable de l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2023, au 30 juin tant en recettes (51,26%) qu'en dépenses (57,36%). Toutefois, des efforts restent à faire pour la couverture de nouvelles priorités recensées pour le reste de l'année. Dans ce sens, l'accent devrait être mis sur l'accompagnement des régies de recettes pour une amélioration significative des performances assez appréciables réalisées à mi-parcours.

En matière de dépenses, les efforts devraient être axés sur la rationalisation des besoins d'une part, et le réalisme dans les engagements de nouvelles dépenses pour éviter des reports de charges sur le budget 2024 d'autre part.

Au regard du niveau des ajustements souhaités (aussi bien en recettes qu'en dépenses) qui ne pourront pas se faire par voie réglementaire, il sied de recourir à une loi de finances rectificative (LFR).

ANNEXES

ANNEXE 1: SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES DES ANNEES 2021, 2022 ET 2023 AU 31 MAI (en milliers de FCFA)

Nature de+A9:R20 recettes	2021					2022					2023						
	Prévisions	31-mai		31-déc		Prévisions	31-mai		31-déc		Prévisions LFI	Recouv au 31 mai	Taux (%)	Perspectives de recouv du 1er juin au 31 déc 2023	Recouv projetés au 31 déc 2023		Ecart en valeur absolue
		Recouv	Taux (%)	Recouv	Taux (%)		Recouv	Taux (%)	Recouv	Taux (%)					Montant	Taux (%)	
	a	b	c=b/a	d	e=d/a	f	g	h=g/f	i	j=i/f	k	l	m=l/k	o	p=l+o	q=p/k	r=k-p
RECETTES ORDINAIRES	1 867 518 308	775 803 081	41,54	1 976 018 639	105,81	2 110 041 721	910 120 445	43,13	2 400 228 851	113,75	2 447 802 276	1 046 029 488	42,73	1 449 982 156	2 496 011 644	101,97	-48 209 368
Recettes fiscales	1 647 318 682	699 060 506	42,44	1 736 440 693	105,41	1 864 576 025	833 415 259	44,70	2 151 887 391	115,41	2 191 653 421	943 344 892	43,04	1 310 584 049	2 253 928 941	102,84	-62 275 520
Recettes non fiscales	220 199 626	76 742 575	34,85	239 577 946	108,80	245 465 696	76 705 187	31,25	248 341 460	101,17	256 148 855	102 684 596	40,09	139 398 107	242 082 703	94,51	14 066 152
RECETTES EXTRAORDINAIRES	314 465 828	115 471 612	36,72	276 831 225	88,03	339 070 829	12 332 077	3,64	263 067 047	77,58	283 458 417	173 144 093	61,08	65 137 072	238 281 164	84,06	45 177 253
Dons programmes	93 379 745	44 896 585	48,08	97 526 503	104,44	117 400 000	0	0,00	60 265 046	51,33	43 868 611	0	0,00	0	0	0,00	43 868 611
Dons projets	221 086 083	70 575 027	31,92	179 304 721	81,10	221 670 829	12 332 077	5,56	202 802 001	91,49	239 589 806	173 144 093	72,27	65 137 072	238 281 164	99,45	1 308 642
Total	2 181 984 136	891 274 693	40,85	2 252 849 864	103,25	2 449 112 550	922 452 523	37,66	2 663 295 899	108,75	2 731 260 693	1 219 173 581	44,64	1 515 119 228	2 734 292 808	100,11	-3 032 115
Épargne budgétaire											273 177 472	67 054 569					

Source: DGTCP,DGD, DGI et DGCOOP

ANNEXE 2 : SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES ORDINAIRES DES ANNEES 2021, 2022 ET 2023 AU 31 MAI (en milliers de FCFA)

Nature de recettes	2021					2022					2023								
	Prévisions	31-mai		31-déc		Prévisions	31-mai		31-déc		Prévisions LFI	1er jan au 31 mai			Taux (%) annuel	Perspectives de recouv du 1er juin au 31 déc 2023	Recouv projetés au 31 décembre 2023		Ecart en valeur absolue
		Recouv	Taux (%)	Recouv	Taux (%)		Recouv	Taux (%)	Recouv	Taux (%)		Objectifs de recouv	Recouv	Taux (%) périodique			Montant	Taux (%) projeté	
	a	b	c=b/a	d	e=d/a	f	g	h=g/f	i	j=i/f	k	l	m	n=m/l	o=m/k	p	q=m+p	r=q/k	s=k-q
DGTCP	208 542 071	72 394 803	34,71	227 025 742	108,86	232 509 720	73 302 699	31,53	239 840 601	103,15	239 956 940	70 048 689	101 803 445	145,33	42,43	128 747 717	230 551 163	96,08	9 405 777
Recettes fiscales	4 045 000	1 108 734	27,41	1 894 807	46,84	4 134 100	3 141 463	75,99	8 165 944	197,53	4 158 217	1 286 824	6 314 122	490,67	151,85	2 169 985	8 484 107	204,03	-4 325 890
Recettes non fiscales	204 497 071	71 286 069	34,86	225 130 935	110,09	228 375 620	70 161 236	30,72	231 674 657	101,44	235 798 723	68 761 865	95 489 323	138,87	40,50	126 577 732	222 067 055	94,18	13 731 668
DGD	702 263 210	258 439 267	36,80	696 062 587	99,12	772 489 211	344 661 011	44,62	945 264 133	122,37	927 489 211	340 560 908	397 781 963	116,80	42,89	586 928 303	984 710 266	106,17	-57 221 055
Recettes fiscales	687 304 669	253 261 386	36,85	682 326 401	99,28	756 034 760	338 391 211	44,76	929 154 760	122,90	907 666 166	333 233 575	390 802 029	117,28	43,06	574 432 590	965 234 619	106,34	-57 568 454
Recettes non fiscales	14 958 541	5 177 881	34,61	13 736 186	91,83	16 454 451	6 269 800	38,10	16 109 373	97,90	19 823 045	7 327 332	6 979 933	95,26	35,21	12 495 713	19 475 646	98,25	347 399
DGI	956 713 027	444 969 011	46,51	1 052 930 310	110,06	1 105 042 790	492 156 735	44,54	1 215 124 117	109,96	1 280 356 125	558 778 022	546 444 080	97,79	42,68	734 306 136	1 280 750 216	100,03	-394 091
Recettes fiscales	955 969 013	444 690 386	46,52	1 052 219 484	110,07	1 104 407 165	491 882 584	44,54	1 214 566 686	109,97	1 279 829 038	558 580 493	546 228 740	97,79	42,68	733 981 474	1 280 210 214	100,03	-381 176
Recettes non fiscales	744 014	278 625	37,45	710 825	95,54	635 625	274 151	43,13	557 431	87,70	527 087	197 529	215 340	109,02	40,85	324 662	540 002	102,45	-12 915
TOTAL	1 867 518 308	775 803 081	41,54	1 976 018 639	105,81	2 110 041 721	910 120 445	43,13	2 400 228 851	113,75	2 447 802 276	969 387 619	1 046 029 488	107,91	42,73	1 449 982 156	2 496 011 644	101,97	-48 209 368
Recettes fiscales	1 647 318 682	699 060 506	42,44	1 736 440 693	105,41	1 864 576 025	833 415 259	44,70	2 151 887 391	115,41	2 191 653 421	893 100 893	943 344 892	105,63	43,04	1 310 584 049	2 253 928 941	102,84	-62 275 520
Recettes non fiscales	220 199 626	76 742 575	34,85	239 577 946	108,80	245 465 696	76 705 187	31,25	248 341 460	101,17	256 148 855	76 286 726	102 684 596	134,60	40,09	139 398 107	242 082 703	94,51	14 066 152

Source: DGTCP, DGD et DGI

ANNEXE 3: SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT EXERCICE 2021, 2022 ET 2023 AU 31 mai (en millier de FCFA)

Nature de dépenses	Exercice 2021			Exercice 2022			Exercice 2023						
	Prévisions ajustées	Exécution au 31 mai		Prévisions ajustées	Exécution au 31 mai		Prévisions LFI	Prévisions ajustées	Exécution au 31 mai				
		Mt engagé visé	Tx eng		Mt engagé visé	Tx eng			Mt engagé comptabilisé	Tx eng	Mt liquidé	Tx liq	Tx d'absorption
	a	b	c=b/a	d	e	f=e/d	g	h	i	j=i/h	k	l=k/i	m=k/h
DEPENSES ORDINAIRES	1 780 520 191	810 850 502	45,54	1 912 169 603	882 632 867	46,16	2 074 624 804	2 073 066 018	945 784 750	45,62	918 569 745	97,12	44,31
<i>Charges Financières de la dette (1)</i>	173 600 000	75 055 921	43,23	195 800 000	116 059 692	59,27	234 160 242	234 160 242	122 160 799	52,17	122 160 799	100,00	52,17
<i>Dépenses de personnel</i>	950 000 000	417 000 438	43,89	1 012 034 328	415 788 291	41,08	1 097 180 821	1 097 180 821	384 964 019	35,09	384 964 019	100,00	35,09
<i>Dépenses d'acquisition de biens et services</i>	205 126 780	75 435 248	36,77	218 256 486	95 915 718	43,95	209 000 000	220 637 981	100 608 357	45,60	88 035 405	87,50	39,90
<i>Dépenses de transferts courants</i>	451 043 411	243 021 608	53,88	485 078 789	254 869 166	52,54	533 283 741	520 086 974	337 052 471	64,81	322 410 418	95,66	61,99
<i>Dépenses en atténuation des recettes</i>	750 000	337 287	44,97	1 000 000	0	0,00	1 000 000	1 000 000	999 104	99,91	999 104	100,00	99,91
DEPENSES EN CAPITAL	892 263 332	321 581 147	36,04	1 006 978 981	249 014 082	24,73	1 161 288 820	1 162 847 606	586 140 401	50,41	562 089 049	95,90	48,34
INVESTISSEMENT EXECUES PAR L'ETAT	872 263 332	320 352 485	36,73	996 978 981	248 100 375	24,89	1 151 288 820	1 152 847 606	582 854 472	50,56	558 803 120	95,87	48,47
FINANCEMENT Etat	526 687 249	160 855 050	30,54	650 818 152	192 729 253	29,61	696 000 000	697 539 586	224 217 743	32,14	200 166 391	89,27	28,70
<i>0 Etat seul</i>	448 407 053	145 273 727	32,40	590 144 072	174 188 355	29,52	643 072 949	644 612 535	212 137 461	32,91	190 208 691	89,66	29,51
<i>1 Etat contre partie</i>	78 280 196	15 581 323	19,90	60 674 080	18 540 898	30,56	52 927 051	52 927 051	12 080 282	22,82	9 957 700	82,43	18,81
FINANCEMENT EXTERIEUR	345 576 083	159 497 435	46,15	346 160 829	55 371 122	16,00	455 288 820	455 308 020	358 636 729	78,77	358 636 729	100,00	78,77
<i>2-SUBVENTION</i>	221 086 083	70 652 351	31,96	221 670 829	12 332 077	5,56	239 589 806	239 589 806	173 146 361	72,27	173 146 361	100,00	72,27
<i>3-PRÊT</i>	124 490 000	88 845 084	71,37	124 490 000	43 039 045	34,57	215 699 014	215 718 214	185 490 368	85,99	185 490 368	100,00	85,99
TRANSFERTS EN CAPITAL	20 000 000	1 228 662	6,14	10 000 000	913 707	9,14	10 000 000	10 000 000	3 285 929	32,86	3 285 929	100,00	32,86
TOTAL	2 672 783 523	1 132 431 649	42,37	2 919 148 584	1 131 646 949	38,77	3 235 913 624	3 235 913 624	1 531 925 151	47,34	1 480 658 794	96,65	45,76
Besoin de financement							-604 652 931		-345 941 739		-294 675 382		

Source : DGB

ANNEXE 4 : SITUATION D'EXECUTION PAR PROGRAMME BUDGETAIRE, EXERCICE 2020, 2021 et 2022 AU 31 MAI (EN MILLIERS DE FCFA)

Sec/Prog	2021			2022			2023				
	Exécution au 31 mai			Exécution au 31 mai			Exécution au 31 mai				
	Prévisions ajustées	Montant eng Visé	Taux	Prévisions ajustées	Montant eng Visé	Taux	Prévisions ajustées	Montant eng. Compta	Taux eng. Compt	Montant liquidé	Taux liquidé
01 Présidence du Faso	35 409 448	22 888 984	64,64	41 241 489	28 223 582	68,43	43 462 131	29 537 341	67,96	28 822 164	66,32
001 Pilotage de l'action présidentielle	27 566 220	15 928 984	57,78	32 835 925	20 597 082	62,73	35 149 953	22 187 341	63,12	21 472 164	61,09
002 Renforcement des capacités d'analyse et de transparence de l'action publique	696 360	260 000	37,34	760 199	426 500	56,10	602 428	100 000	16,60	100 000	16,60
003 Lutte contre le VIH, le SIDA et les IST	7 146 868	6 700 000	93,75	7 645 365	7 200 000	94,17	7 709 750	7 250 000	94,04	7 250 000	94,04
02 Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	1 203 083	530 668	44,11	1 162 220	417 274	35,90	1 276 466	620 279	48,59	562 800	44,09
004 Organisation du travail gouvernemental	1 203 083	530 668	44,11	1 162 220	417 274	35,90	1 276 466	620 279	48,59	562 800	44,09
03 Primature	16 483 285	10 444 819	63,37	32 135 184	12 760 727	39,71	20 070 814	3 675 007	18,31	3 572 294	17,80
005 Soutien à l'action de la Primature	3 403 541	649 621	19,09	3 731 468	730 800	19,58	2 757 622	921 400	33,41	818 687	29,69
006 Appui à la gouvernance	1 478 902	694 678	46,97	1 218 806	666 904	54,72	1 294 204	594 512	45,94	594 512	45,94
007 Pilotage des projets stratégiques	9 664 468	8 090 025	83,71	13 932 611	10 351 234	74,30	1 038 746	195 718	18,84	195 718	18,84
008 Promotion du capital humain	1 936 374	1 010 495	52,18	13 252 299	1 011 789	7,63	14 980 242	1 963 377	13,11	1 963 377	13,11
04 Parlement	26 786 670	12 393 335	46,27	28 899 908	9 993 050	34,58	18 500 000	9 750 000	52,70	9 750 000	52,70
134 Fonction parlementaire	26 786 670	12 393 335	46,27	28 899 908	9 993 050	34,58	18 500 000	9 750 000	52,70	9 750 000	52,70
05 Conseil Economique et Social	897 783	717 468	79,92	1 085 773	620 041	57,11	1 056 492	872 757	82,61	872 757	82,61
009 Conseil Economique et Social	897 783	717 468	79,92	1 085 773	620 041	57,11	1 056 492	872 757	82,61	872 757	82,61
08 Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	617 076	161 057	26,10			0,00			0,00		0,00
029 Intégration africaine	91 925	22 040	23,98			0,00			0,00		0,00
137 Gestion des Burkinabè de l'extérieur	110 889	0	0,00			0,00			0,00		0,00
141 Pilotage et soutien des services du MIABE	414 262	139 017	33,56			0,00			0,00		0,00
09 Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	46 724 551	17 185 133	36,78	171 920 936	52 944 751	30,80	147 073 582	62 624 460	42,58	61 274 255	41,66

Sec/Prog	2021			2022			2023				
	Exécution au 31 mai			Exécution au 31 mai			Exécution au 31 mai				
	Prévisions ajustées	Montant eng Visé	Taux	Prévisions ajustées	Montant eng Visé	Taux	Prévisions ajustées	Montant eng. Compta	Taux eng. Compt	Montant liquidé	Taux liquidé
010 Sureté de l'Etat			0,00	1 564 000	814 000	52,05	1 744 645	1 613 000	92,45	913 000	52,33
011 Administration du territoire	13 693 781	3 064 349	22,38	12 341 228	2 746 907	22,26	9 893 533	2 950 147	29,82	2 827 301	28,58
012 Sécurité intérieure			0,00	117 556 682	40 246 322	34,24	102 663 051	39 672 929	38,64	39 403 903	38,38
013 Protection Civile	8 297 472	3 463 142	41,74	5 910 064	276 846	4,68	3 030 770	1 086 465	35,85	1 086 465	35,85
014 Décentralisation	20 136 803	8 689 778	43,15	20 050 780	2 812 608	14,03	17 258 954	9 934 363	57,56	9 934 363	57,56
015 Etat civil	679 343	0	0,00	499 804	61 376	12,28	351 955	61 658	17,52	61 658	17,52
016 Pilotage et soutien des services du MATD	3 917 152	1 967 864	50,24	13 998 378	5 986 692	42,77	12 130 674	7 305 898	60,23	7 047 565	58,10
10 Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	30 907 808	13 563 619	43,88	33 698 973	13 274 184	39,39	36 624 973	14 522 249	39,65	13 393 945	36,57
017 Administration judiciaire	14 526 370	5 976 483	41,14	15 559 814	5 126 965	32,95	15 686 692	5 247 688	33,45	4 973 803	31,71
018 Administration pénitentiaire	12 029 000	4 517 497	37,56	13 172 410	5 363 345	40,72	14 641 736	5 714 313	39,03	5 359 184	36,60
019 Droits humains	820 212	0	0,00	691 262	77 994	11,28	857 233	67 058	7,82	54 354	6,34
020 Civisme et citoyenneté	204 558	0	0,00	626 941	24 811	3,96	726 228	88 627	12,20	48 601	6,69
021 Pilotage et soutien	3 327 668	3 069 639	92,25	3 648 546	2 681 069	73,48	4 613 084	3 304 563	71,63	2 858 003	61,95
124 Relations avec le Parlement			0,00			0,00	100 000	100 000	100,00	100 000	100,00
11 Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	254 601 165	123 912 943	48,67	290 865 908	142 541 181	49,01	501 726 101	124 262 377	24,77	123 969 436	24,71
022 Défense	64 054 834	30 277 417	47,27	69 396 633	34 698 317	50,00	212 937 384	53 234 347	25,00	53 234 347	25,00
023 Préparation et emploi des forces	100 357 535	49 983 403	49,81	105 028 561	52 517 834	50,00	156 490 242	39 125 524	25,00	39 125 524	25,00
024 Equipement des forces	8 945 748	4 484 366	50,13	10 328 643	5 175 467	50,11	11 625 783	2 913 860	25,06	2 913 860	25,06
025 Appui à la sécurité publique et à la protection civile	35 852 938	17 926 473	50,00	46 214 414	23 107 211	50,00	59 298 831	14 824 708	25,00	14 824 708	25,00
026 Renforcement du lien Armée-Nation	1 349 841	674 926	50,00	1 618 043	809 026	50,00	1 847 844	461 965	25,00	461 965	25,00
027 Pilotage et soutien	44 040 269	20 566 358	46,70	58 279 614	26 233 326	45,01	59 526 017	13 701 973	23,02	13 409 032	22,53
12 Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur	56 933 531	29 793 660	52,33	56 107 265	17 501 754	31,19	52 483 848	27 183 652	51,79	14 589 893	27,80
028 Défense des intérêts du Burkina Faso dans le monde	48 412 547	26 795	55,35	46 746 334	14 573 784	31,18	45 721 541	23 352 450	51,08	12 306 890	26,92

Sec/Prog	2021			2022			2023				
	Exécution au 31 mai			Exécution au 31 mai			Exécution au 31 mai				
	Prévisions ajustées	Montant eng Visé	Taux	Prévisions ajustées	Montant eng Visé	Taux	Prévisions ajustées	Montant eng. Compta	Taux eng. Compt	Montant liquidé	Taux liqui dé
		202									
029 Intégration africaine	1 328 535	1 208 723	90,98	1 590 076	1 224 856	77,03	1 439 726	1 253 648	87,08	1 228 792	85,35
030 Pilotage et soutien aux services du Ministère	6 865 379	1 789 735	26,07	7 193 672	1 620 703	22,53	4 955 999	2 543 371	51,32	1 034 676	20,88
137 Gestion des Burkinabè de l'extérieur	327 070	0	0,00	577 183	82 411	14,28	366 582	34 183	9,32	19 535	5,33
13 Ministère de la Sécurité	117 069 344	51 537 746	44,02			0,00			0,00		0,00
028 Défense des intérêts du Burkina Faso dans le monde	1 100 000	1 100 000	100,00			0,00			0,00		0,00
029 Intégration africaine	107 270 247	36 336 513	33,87			0,00			0,00		0,00
030 Pilotage et soutien aux services du Ministère	8 699 097	14 101 233	162,10			0,00			0,00		0,00
14 Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective	300 736 817	39 654 489	13,19	333 989 910	108 326 522	32,43	366 535 629	115 089 189	31,40	113 833 619	31,06
031 Charge de la dette	173 600 000	0	0,00	195 800 000	37 514 854	19,16	234 160 242	32 615 852	13,93	32 615 852	13,93
032 Pilotage de l'Economie et du développement	34 554 510	18 589 549	53,80	43 127 219	25 878 440	60,00	45 038 088	40 552 610	90,04	40 541 809	90,02
033 Mobilisation des ressources	33 408 354	10 172 355	30,45	34 293 891	11 936 938	34,81	32 671 661	9 923 911	30,37	9 805 152	30,01
034 Gestion budgétaire tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers	13 622 902	3 938 405	28,91	12 766 455	4 182 195	32,76	12 543 180	3 939 540	31,41	3 797 808	30,28
036 Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat	2 614 862	951 087	36,37	3 574 654	838 322	23,45	3 881 651	876 746	22,59	876 746	22,59
038 Pilotage et soutien des services du ministère	42 936 189	6 003 093	13,98	44 427 691	27 975 773	62,97	38 240 807	27 180 530	71,08	26 196 252	68,50
15 Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	8 718 799	2 980 137	34,18			0,00			0,00		0,00
039 Culture	3 757 748	1 647 570	43,84			0,00			0,00		0,00
040 Tourisme	1 993 722	283 555	14,22			0,00			0,00		0,00
041 Pilotage et soutien aux services du MCAT	2 967 329	1 049 012	35,35			0,00			0,00		0,00
17 Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	14 709 851	4 116 675	27,99	14 361 172	5 843 915	40,69	14 021 180	6 772 898	48,30	6 406 468	45,69
042 Recrutement, formation professionnelle et gestion de la carrière des agents de la fonction publique	5 376 650	1 922 638	35,76	5 753 655	2 327 538	40,45	6 552 227	2 906 794	44,36	2 749 776	41,97
043 Réforme de l'administration	309 303	44 534	14,40	422 011	101 821	24,13	446 747	149 952	33,57	149 952	33,57

Sec/Prog	2021			2022			2023				
	Exécution au 31 mai			Exécution au 31 mai			Exécution au 31 mai				
	Prévisions ajustées	Montant eng Visé	Taux	Prévisions ajustées	Montant eng Visé	Taux	Prévisions ajustées	Montant eng. Compta	Taux eng. Compt	Montant liquidé	Taux liquidé
044 Travail décent	4 498 683	455 588	10,13	5 257 377	1 544 457	29,38	5 355 198	1 990 858	37,18	1 942 504	36,27
045 Pilotage et soutien des services du MFPTPDS	4 525 215	1 693 915	37,43	2 928 129	1 870 099	63,87	1 667 008	1 725 294	103,50	1 564 236	93,83
18 Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme	16 051 752	4 536 790	28,26	25 344 792	6 988 913	27,58	19 225 475	7 543 835	39,24	7 360 396	38,28
039 Culture			0,00	4 730 311	1 120 310	23,68	3 342 570	1 530 542	45,79	1 512 116	45,24
040 Tourisme			0,00	2 120 853	228 833	10,79	2 012 670	272 876	13,56	248 051	12,32
046 Communication	12 772 269	3 855 978	30,19	12 870 093	4 167 672	32,38	10 085 148	3 979 593	39,46	3 948 949	39,16
047 Pilotage et soutien	3 114 976	625 222	20,07	5 496 102	1 472 098	26,78	3 785 087	1 760 824	46,52	1 651 280	43,63
124 Relations avec le Parlement	164 507	55 590	33,79	127 433	0	0,00			0,00		0,00
20 Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	12 534 342	4 624 851	36,90	26 984 683	13 440 915	49,81	23 073 688	6 828 876	29,60	6 527 725	28,29
052 Sport et activités physiques	10 104 222	3 514 831	34,79	10 262 098	8 590 255	83,71	8 936 598	2 821 722	31,57	2 802 713	31,36
053 Loisirs	175 925	57 420	32,64	383 618	54 573	14,23	631 071	44 168	7,00	38 943	6,17
054 Pilotage et soutien des services du MSL	2 254 195	1 052 600	46,70	4 793 239	1 215 742	25,36	3 384 431	1 454 148	42,97	1 201 150	35,49
101 Jeunesse			0,00	2 561 773	577 692	22,55	2 516 742	712 557	28,31	693 923	27,57
102 Formation professionnelle			0,00	5 360 301	1 850 673	34,53	5 335 923	1 198 971	22,47	1 196 253	22,42
103 Promotion de l'emploi			0,00	3 623 654	1 151 980	31,79	2 268 923	597 310	26,33	594 743	26,21
21 Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	262 952 217	98 335 456	37,40	300 689 786	95 716 982	31,83	253 557 142	68 559 721	27,04	53 620 760	21,15
055 Offre de soin	78 003 226	51 730 993	66,32	164 998 389	54 554 431	33,06	135 459 337	33 710 391	24,89	19 600 992	14,47
056 Santé publique	136 826 515	32 372 753	23,66	75 100 625	18 137 189	24,15	63 833 343	21 589 628	33,82	20 915 007	32,77
057 Pilotage et soutien aux services de la Santé	34 035 674	8 798 809	25,85	36 306 960	9 828 395	27,07	32 219 498	7 257 693	22,53	7 102 752	22,04
146 Accès aux produits de santé	14 086 802	5 432 901	38,57	24 283 812	13 196 967	54,34	22 044 964	6 002 009	27,23	6 002 009	27,23
22 Ministère de la Solidarité Nationale, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille	20 354 495	12 119 475	59,54	25 987 722	4 856 805	18,69	25 817 998	14 929 107	57,82	14 517 825	56,23
048 Femme et du genre	3 009 706	819 694	27,24	3 009 996	197 222	6,55	2 717 784	381 598	14,04	324 336	11,93
049 Enfance et famille	5 607 237	1 458 855	26,02	5 714 233	592 921	10,38	5 098 788	1 218 036	23,89	1 164 237	22,83

Sec/Prog	2021			2022			2023				
	Exécution au 31 mai			Exécution au 31 mai			Exécution au 31 mai				
	Prévisions ajustées	Montant eng Visé	Taux	Prévisions ajustées	Montant eng Visé	Taux	Prévisions ajustées	Montant eng. Compta	Taux eng. Compt	Montant liquidé	Taux liquidé
050 Solidarité nationale et gestion des catastrophes	9 095 966	7 736 530	85,05	14 388 118	2 187 602	15,20	15 031 037	11 294 309	75,14	11 105 285	73,88
051 Pilotage et soutien des services du Ministère	2 641 586	2 104 396	79,66	2 875 375	1 879 060	65,35	2 970 389	2 035 164	68,52	1 923 967	64,77
23 Ministère Education Nationale Alphabétisation Promotion Langues Nationales	468 689 913	210 810 708	44,98	520 362 752	219 537 987	42,19	533 948 545	235 336 617	44,07	225 174 329	42,17
058 Accès à l'éducation formelle	370 636 347	100 743 894	27,18	399 794 156	101 775 850	25,46	411 515 728	115 610 249	28,09	110 708 375	26,90
059 Qualité de l'éducation formelle	69 924 980	26 655 856	38,12	84 767 469	32 030 951	37,79	86 863 760	35 444 493	40,80	31 102 253	35,81
060 Accès et qualité de l'éducation non formelle	16 364 228	20 000	0,12	21 464 104	110 344	0,51	22 077 530	66 610	0,30	66 610	0,30
061 Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle et non formelle	11 764 358	83 390 958	708,84	14 337 023	85 620 842	597,20	13 491 527	84 215 265	624,21	83 297 091	617,40
24 Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	92 347 670	43 679 262	47,30	90 408 194	37 579 269	41,57	94 755 172	40 677 701	42,93	39 973 039	42,19
062 Enseignement supérieur	48 699 301	22 283 627	45,76	44 142 777	17 711 651	40,12	47 296 862	18 277 301	38,64	17 752 301	37,53
063 Fourniture des services sociaux aux étudiants	24 562 205	13 311 106	54,19	24 844 569	12 629 005	50,83	28 975 562	14 791 945	51,05	14 711 344	50,77
064 Recherche scientifique et technologique	9 950 752	5 269 763	52,96	12 820 849	4 174 958	32,56	11 655 515	4 876 765	41,84	4 876 765	41,84
065 Pilotage et soutien aux services du MESRSI	8 541 413	2 653 742	31,07	7 909 704	2 971 673	37,57	6 442 722	2 731 690	42,40	2 632 629	40,86
066 Valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	593 999	161 024	27,11	690 295	91 982	13,33	384 511	0	0,00	0	0,00
25 Ministère Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises	10 882 129	3 374 790	31,01	11 733 057	4 447 189	37,90	16 226 499	12 877 342	79,36	12 701 818	78,28
067 Industrie	1 579 215	680 242	43,07	2 047 924	896 886	43,79	1 038 625	210 380	20,26	203 880	19,63
068 Commerce	4 845 355	721 471	14,89	5 353 886	840 912	15,71	11 937 497	10 654 783	89,25	10 616 853	88,94
069 Artisanat	1 270 281	216 076	17,01	1 447 622	918 453	63,45	532 172	159 181	29,91	157 025	29,51
070 Secteur privé	1 773 381	599 308	33,79	1 658 033	617 730	37,26	1 760 721	790 199	44,88	780 573	44,33
071 Pilotage et soutien	1 413 897	1 157 693	81,88	1 225 592	1 173 208	95,73	957 484	1 062 799	111,00	943 487	98,54
26 Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	27 326 546	450 575	1,65	20 330 951	1 310 651	6,45	11 829 427	6 959 847	58,84	6 823 745	57,68
072 Mines	4 752 785	217 324	4,57	4 287 300	717 132	16,73	4 019 577	2 683 996	66,77	2 590 513	64,45
073 Energie	21 022 409	0	0,00	13 997 567	3 663	0,03	6 044 333	3 294 513	54,51	3 292 688	54,48
074 Pilotage et soutien des services du Ministère des Mines	1 138 267	233 251	20,49	1 753 581	589 856	33,64	1 393 010	725 538	52,08	684 744	49,16

Sec/Prog	2021			2022			2023				
	Exécution au 31 mai			Exécution au 31 mai			Exécution au 31 mai				
	Prévisions ajustées	Montant eng Visé	Taux	Prévisions ajustées	Montant eng Visé	Taux	Prévisions ajustées	Montant eng. Compta	Taux eng. Compt	Montant liquidé	Taux liqui dé
et des Carrières											
138 Carrières	413 085	0	0,00	292 503	0	0,00	372 507	255 800	68,67	255 800	68,67
27 Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	67 720 738	11 140 694	16,45	87 146 597	27 438 337	31,49	66 682 557	34 552 834	51,82	29 220 868	43,82
075 Aménagements hydro-agricoles et irrigations	20 500 429	6 520 279	31,81	18 485 484	6 808 758	36,83	11 747 721	5 593 671	47,61	4 674 751	39,79
076 Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	5 761 957	25 591	0,44	9 051 060	3 539 374	39,10	14 599 885	9 264 267	63,45	9 083 753	62,22
077 Economie agricole	7 433 673	323 565	4,35	6 280 662	1 452 415	23,13	3 725 497	634 470	17,03	356 159	9,56
078 Développement durable des productions agricoles	18 725 915	1 516 969	8,10	22 662 079	7 717 807	34,06	12 719 937	7 712 721	60,63	5 649 987	44,42
079 Sécurisations foncière, formation professionnelle agricole et organisation du monde rural	6 014 987	536 735	8,92	6 594 080	596 821	9,05	4 877 265	1 872 932	38,40	1 693 528	34,72
080 Pilotage et soutien	9 283 777	2 217 555	23,89	10 625 958	3 473 498	32,69	11 051 770	5 668 202	51,29	5 370 013	48,59
081 Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales			0,00	3 253 066	1 014 220	31,18	821 005	955 862	116,43	824 259	100,40
082 Productivité et compétitivité des productions animales			0,00	5 002 357	2 118 829	42,36	4 439 764	1 365 417	30,75	1 212 202	27,30
083 Santé animale et santé publique vétérinaire			0,00	3 101 388	645 960	20,83	2 303 519	1 385 059	60,13	327 927	14,24
084 Développement des productions halieutiques et aquacoles			0,00	2 090 463	70 655	3,38	396 194	100 233	25,30	28 289	7,14
28 Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	12 540 519	4 997 727	39,85			0,00			0,00		0,00
081 Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	3 131 473	2 014 457	64,33			0,00			0,00		0,00
082 Productivité et compétitivité des productions animales	2 333 810	1 037 461	44,45			0,00			0,00		0,00
083 Santé animale et santé publique vétérinaire	2 567 687	96 877	3,77			0,00			0,00		0,00
084 Développement des productions halieutiques et aquacoles	2 117 767	438 408	20,70			0,00			0,00		0,00
085 Pilotage et soutien	2 389 782	1 410 524	59,02			0,00			0,00		0,00
29 Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement	22 354 159	7 810 448	34,94	23 761 018	6 381 077	26,86			0,00		0,00
086 Gestion durable des ressources forestières et fauniques	11 192 192	4 554 678	40,70	12 598 735	3 080 454	24,45			0,00		0,00
087 Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	1 867 916	113 550	6,08	2 123 962	117 728	5,54			0,00		0,00
088 Gouvernance environnementale et développement	1 339 950	105 931	7,91	778 004	1 000	0,13			0,00		0,00

Sec/Prog	2021			2022			2023				
	Exécution au 31 mai			Exécution au 31 mai			Exécution au 31 mai				
	Prévisions ajustées	Montant eng Visé	Taux	Prévisions ajustées	Montant eng Visé	Taux	Prévisions ajustées	Montant eng. Compta	Taux eng. Compt	Montant liquidé	Taux liqui dé
durable											
089 Economie verte et changement climatique	2 067 432	299 063	14,47	2 068 243	188 988	9,14			0,00		0,00
090 Pilotage et soutien	5 886 669	2 737 226	46,50	6 192 074	2 992 907	48,33			0,00		0,00
30 Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	69 557 391	10 442 254	15,01	73 775 659	47 117 322	63,87	56 088 167	30 826 339	54,96	29 643 938	52,85
091 Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique	11 776 500	142 262	1,21	10 276 899	388 439	3,78	13 677 629	267 756	1,96	192 789	1,41
092 Développement du réseau routier classé, de voirie urbaine et des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires, maritimes et cartographiques	41 939 673	211 725	0,50	49 493 759	41 645 364	84,14	35 189 464	27 174 614	77,22	27 054 927	76,88
093 Développement de réseau de pistes rurales	12 885 102	8 621 169	66,91	10 817 026	3 500 190	32,36	4 248 282	1 769 497	41,65	798 254	18,79
094 Pilotage et soutien	2 956 116	1 467 098	49,63	3 187 975	1 583 329	49,67	2 972 792	1 614 472	54,31	1 597 968	53,75
31 Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	7 170 651	2 128 227	29,68	8 613 812	1 055 765	12,26	4 788 966	2 462 554	51,42	2 324 865	48,55
095 Développement d'infrastructures de communications électroniques	4 162 056	1 197 151	28,76	5 466 543	273 634	5,01	2 976 559	1 421 225	47,75	1 288 816	43,30
096 Appui au sous-secteur postal	595 780	195 852	32,87	111 784	7 185	6,43	19 669	9 503	48,31	9 413	47,86
097 Pilotage et soutien aux structures du MDENP	1 022 880	400 485	39,15	1 359 590	531 003	39,06	838 196	550 812	65,71	547 242	65,29
136 Transformation et écosystème numérique	1 389 935	334 739	24,08	1 675 895	243 943	14,56	954 542	481 014	50,39	479 394	50,22
32 Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	11 150 309	5 947 809	53,34	9 876 181	5 126 552	51,91	20 194 788	14 730 711	72,94	12 029 231	59,57
098 Transports et météorologie	6 683 920	3 878 779	58,03	6 901 324	4 562 034	66,10	17 911 639	13 780 213	76,93	11 152 735	62,27
099 Mobilité et sécurité routière	3 427 250	1 621 699	47,32	1 736 705	8 450	0,49	894 051	369 969	41,38	355 869	39,80
100 Pilotage et soutien des services du MTMUSR	1 039 139	447 331	43,05	1 238 152	556 068	44,91	1 389 098	580 529	41,79	520 627	37,48
35 Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	842 409	508 193	60,33			0,00			0,00		0,00
019 Droits humains	459 015	0	0,00			0,00			0,00		0,00
020 Civisme et citoyenneté	265 366	0	0,00			0,00			0,00		0,00
145 Pilotage et soutien des services du Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	118 028	508 193	430,57			0,00			0,00		0,00
37 Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi	13 533 766	4 456 456	32,93			0,00			0,00		0,00

Sec/Prog	2021			2022			2023				
	Exécution au 31 mai			Exécution au 31 mai			Exécution au 31 mai				
	Prévisions ajustées	Montant eng Visé	Taux	Prévisions ajustées	Montant eng Visé	Taux	Prévisions ajustées	Montant eng. Compta	Taux eng. Compt	Montant liquidé	Taux liqui dé
101 Jeunesse	2 569 593	998 145	38,84			0,00			0,00		0,00
102 Formation professionnelle	6 066 056	1 293 186	21,32			0,00			0,00		0,00
103 Promotion de l'emploi	3 006 790	1 096 925	36,48			0,00			0,00		0,00
104 Pilotage et soutien des services du Ministère	1 891 327	1 068 200	56,48			0,00			0,00		0,00
38 Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	9 975 412	1 410 377	14,14	7 922 214	3 752 572	47,37	4 898 697	1 449 560	29,59	1 237 275	25,26
105 Planification et aménagement urbain	2 384 294	435 698	18,27	3 791 298	2 504 384	66,06	1 996 757	433 962	21,73	402 978	20,18
106 Architecture et construction	4 243 220	397 830	9,38	1 381 711	161 710	11,70	1 411 763	256 493	18,17	234 908	16,64
107 Accès aux logements décents	2 316 120	96 924	4,18	1 385 825	26 254	1,89	589 031	74 816	12,70	51 816	8,80
108 Pilotage et soutien aux service du MUH	1 031 778	479 925	46,51	1 363 380	1 060 224	77,76	901 146	684 289	75,94	547 573	60,76
39 Ministère de la Prospective et des Réformes Structurelles			0,00	500 000	0	0,00			0,00		0,00
			0,00	500 000	0	0,00			0,00		0,00
42 Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	44 685 659	18 498 964	41,40	49 621 402	2 627 825	5,30	50 482 655	19 387 128	38,40	15 759 512	31,22
073 Energie			0,00			0,00	0	0	0,00	0	0,00
086 Gestion durable des ressources forestières et fauniques			0,00			0,00	12 813 567	1 775 644	13,86	1 202 357	9,38
087 Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie			0,00			0,00	1 480 032	179 580	12,13	166 780	11,27
088 Gouvernance environnementale et développement durable			0,00			0,00	745 435	97 064	13,02	82 564	11,08
089 Economie verte et changement climatique			0,00			0,00	1 233 005	136 973	11,11	125 392	10,17
109 Aménagements hydrauliques	19 325 414	6 690 003	34,62	23 015 106	672 952	2,92	13 874 288	3 926 089	28,30	2 264 639	16,32
110 Gerstion intégrée des ressources en eau	4 539 238	1 230 915	27,12	4 799 704	169 391	3,53	2 998 297	1 405 510	46,88	1 240 614	41,38
111 Approvisionnement en eau potable	11 678 036	6 992 608	59,88	12 082 541	677 111	5,60	8 742 526	4 397 934	50,31	3 520 561	40,27
112 Assainissement des eaux usées et excréta	4 377 998	2 116 989	48,36	4 059 481	527 270	12,99	1 427 399	370 527	25,96	187 294	13,12
113 Pilotage et soutien	4 764 973	1 468 449	30,82	5 664 570	581 101	10,26	7 168 106	7 097 807	99,02	6 969 311	97,23
43 Ministère de l'Energie	648 162	276 927	42,72			0,00			0,00		0,00
073 Energie	166 325	114 567	68,88			0,00			0,00		0,00

Sec/Prog	2021			2022			2023				
	Exécution au 31 mai			Exécution au 31 mai			Exécution au 31 mai				
	Prévisions ajustées	Montant eng Visé	Taux	Prévisions ajustées	Montant eng Visé	Taux	Prévisions ajustées	Montant eng. Compta	Taux eng. Compt	Montant liquidé	Taux liquidé
140 Pilotage et soutien des services du Ministère de l'Energie	481 837	162 360	33,70			0,00			0,00		0,00
44 Ministère des Affaires Religieuses et Coutumières			0,00			0,00			0,00		0,00
150 Pilotage et soutien			0,00			0,00			0,00		0,00
50 Grande Chancellerie	939 144	732 853	78,03	945 703	859 555	90,89	945 420	839 162	88,76	839 162	88,76
114 Ordres burkinabè	939 144	732 853	78,03	945 703	859 555	90,89	945 420	839 162	88,76	839 162	88,76
51 Conseil Supérieur de la Communication	1 001 531	444 838	44,42	1 182 082	577 122	48,82	1 068 904	519 649	48,62	515 510	48,23
115 Régulation du secteur de la communication	1 001 531	444 838	44,42	1 182 082	577 122	48,82	1 068 904	519 649	48,62	515 510	48,23
52 Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	2 902 235	690 884	23,81	2 039 185	1 204 491	59,07	3 261 492	1 701 875	52,18	884 825	27,13
116 Contrôle d'Etat	2 902 235	690 884	23,81	2 039 185	1 204 491	59,07	3 261 492	1 701 875	52,18	884 825	27,13
54 Conseil Constitutionnel	889 695	446 876	50,23	872 149	401 191	46,00	806 844	383 975	47,59	319 321	39,58
117 Coordination des actions du Conseil constitutionnel	889 695	446 876	50,23	872 149	401 191	46,00	806 844	383 975	47,59	319 321	39,58
55 Conseil d'Etat	887 971	533 489	60,08	1 042 507	590 308	56,62	970 148	484 860	49,98	484 860	49,98
118 Juridiction supérieure de l'ordre administratif	887 971	533 489	60,08	1 042 507	590 308	56,62	970 148	484 860	49,98	484 860	49,98
56 Cour des Comptes	1 375 419	811 789	59,02	1 758 836	1 080 965	61,46	1 747 681	875 047	50,07	874 807	50,06
119 Contrôle juridictionnel et contrôle de la gestion des finances publiques	1 375 419	811 789	59,02	1 758 836	1 080 965	61,46	1 747 681	875 047	50,07	874 807	50,06
57 Cour de Cassation	1 568 119	882 587	56,28	1 670 148	870 407	52,12	1 919 828	1 002 736	52,23	999 061	52,04
120 Régulation performante du droit et unification efficace de la jurisprudence dans l'ordre judiciaire	1 568 119	882 587	56,28	1 670 148	870 407	52,12	1 919 828	1 002 736	52,23	999 061	52,04
58 Commission Electorale Nationale Indépendante	432 977	86 873	20,06	447 726	187 779	41,94	486 261	260 845	53,64	260 845	53,64
121 Elections	432 977	86 873	20,06	447 726	187 779	41,94	486 261	260 845	53,64	260 845	53,64
59 Commission de l'Informatique et des Libertés	450 199	400 199	88,89	576 684	415 684	72,08	668 895	668 895	100,00	668 895	100,00
122 Protection des données à caractère personnel	450 199	400 199	88,89	576 684	415 684	72,08	668 895	668 895	100,00	668 895	100,00
60 Médiateur du Faso	661 711	394 500	59,62	739 657	0	0,00	676 361	676 361	100,00	676 361	100,00
123 Médiateur du Faso	661 711	394 500	59,62	739 657	0	0,00	676 361	676 361	100,00	676 361	100,00

Sec/Prog	2021			2022			2023				
	Exécution au 31 mai			Exécution au 31 mai			Exécution au 31 mai				
	Prévisions ajustées	Montant eng Visé	Taux	Prévisions ajustées	Montant eng Visé	Taux	Prévisions ajustées	Montant eng. Compta	Taux eng. Compt	Montant liquidé	Taux liquidé
61 Commission Nationale des Droits Humains			0,00	704 623	300 786	42,69	547 340	0	0,00	0	0,00
147 Défense des Droits Humains			0,00	704 623	300 786	42,69	547 340	0	0,00	0	0,00
98 Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	42 255 553	30 601 705	72,42	40 917 102	0	0,00	34 585 243	34 578 787	99,98	34 578 787	99,98
135 Transferts de ressources aux Collectivités Territoriales	42 255 553	30 601 705	72,42	40 917 102	0	0,00	34 585 243	34 578 787	99,98	34 578 787	99,98
99 Dépenses Communes Interministérielles	190 725 436	86 420 984	45,31	231 563 795	121 417 559	52,43	247 181 872	148 887 967	60,23	148 809 852	60,20
133 Dépenses communes interministérielles	190 725 436	86 420 984	45,31	231 563 795	121 417 559	52,43	247 181 872	148 887 967	60,23	148 809 852	60,20
Total général	2 327 207 440	897 878 293	38,58	2 572 987 755	997 730 989	38,78	2 679 267 281	#####	40,42	#####	38,21

ANNEXE 5 : SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DELEGUES PAR MINISTERES, EXERCICE 2020, 2021 et 2022 AU 31 MAI (EN MILLIERS DE FCFA)

Section-Nature--Programme	2021			2022			2023				
	Exécution au 31 mai			Exécution au 31 mai			Exécution au 31 mai				
	Prévisions ajustées	Montant eng Visé	Taux	Prévisions ajustées	Montant eng Visé	Taux	Prévisions ajustées	Montant eng. Compta	Taux eng. Compt	Montant liquidé	Taux liquid é
13 Ministère de la Sécurité	575 775	324 699	56,39			0,00			0,00		0,00
<i>3 Dépenses d'acquisition de biens et services</i>	691 035	152 459	22,06	1 615 075	890 370	55,13	1 416 665	661 973	46,73	413 111	29,16
011 Administration du territoire	691 035	152 459	22,06	1 045 100	457 217	43,75	850 690	263 772	31,01	140 926	16,57
012 Sécurité intérieure			0,00	569 975	433 153	76,00	565 975	398 201	70,36	272 185	48,09
<i>5 Investissements exécutés par l'Etat</i>			0,00			0,00	0	0	0,00	0	0,00
011 Administration du territoire			0,00			0,00	0	0	0,00	0	0,00
15 Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	90 000	27 177	30,20			0,00			0,00		0,00
<i>3 Dépenses d'acquisition de biens et services</i>	976 970	238 710	24,43	976 822	531 123	54,37	941 053	415 951	44,20	245 371	26,07
017 Administration judiciaire	413 815	55 313	13,37	412 715	85 678	20,76	383 675	43 940	11,45	21 673	5,65
018 Administration pénitentiaire	508 755	183 397	36,05	509 707	415 457	81,51	502 978	353 158	70,21	211 129	41,98
019 Droits humains	37 112	0	0,00	37 112	21 994	59,26	37 112	12 558	33,84	8 074	21,76
020 Civisme et citoyenneté	17 288	0	0,00	17 288	7 994	46,24	17 288	6 295	36,41	4 495	26,00
19 Ministère du Genre et de la Famille			0,00			0,00			0,00		0,00
<i>3 Dépenses d'acquisition de biens et services</i>	575 775	324 699	56,39			0,00			0,00		0,00
012 Sécurité intérieure	575 775	324 699	56,39			0,00			0,00		0,00
26 Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	19 134	0	0,00			0,00			0,00		0,00
<i>4 Dépenses d'acquisition de biens et services</i>	416 034	212 214	51,01	686 234	323 097	47,08	788 092	425 046	53,93	309 669	39,29
032 Pilotage de l'Economie et du développement	257 884	148 757	57,68	257 884	39 802	15,43	235 884	162 086	68,71	157 620	66,82
034 Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers	158 150	63 457	40,12	428 350	283 295	66,14	552 208	262 960	47,62	152 049	27,53
28 Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	115 267	29 841	25,89			0,00			0,00		0,00
<i>3 Dépenses d'acquisition de biens et services</i>	90 000	27 177	30,20			0,00			0,00		0,00
039 Culture	54 000	17 043	31,56			0,00			0,00		0,00
040 Tourisme	36 000	10 134	28,15			0,00			0,00		0,00
29 Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement	133 000	13 895	10,45	138 000	25 637	18,58			0,00		0,00
<i>3 Dépenses d'acquisition de biens et services</i>	209 061	73 598	35,20	210 210	114 611	54,52	210 210	65 033	30,94	24 982	11,88

Section-Nature--Programme	2021			2022			2023				
	Exécution au 31 mai			Exécution au 31 mai			Exécution au 31 mai				
	Prévisions ajustées	Montant eng Visé	Taux	Prévisions ajustées	Montant eng Visé	Taux	Prévisions ajustées	Montant eng. Compta	Taux eng. Compt	Montant liquidé	Taux liquid é
042 Recrutement, formation professionnelle et gestion de la carrière des agents de la fonction publique	85 860	35 875	41,78	86 760	46 620	53,73	86 760	29 535	34,04	7 237	8,34
044 Travail décent	123 201	37 723	30,62	123 450	67 991	55,08	123 450	35 498	28,75	17 745	14,37
35 Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	0	0	0,00			0,00			0,00		0,00
<i>3 Dépenses d'acquisition de biens et services</i>	<i>125 000</i>	<i>40 969</i>	<i>32,78</i>	<i>257 900</i>	<i>97 832</i>	<i>37,93</i>	<i>285 000</i>	<i>143 732</i>	<i>50,43</i>	<i>73 792</i>	<i>25,89</i>
039 Culture			0,00	54 800	23 456	42,80	58 000	25 883	44,63	7 457	12,86
040 Tourisme			0,00	41 600	16 921	40,68	58 000	24 732	42,64	5 843	10,07
046 Communication	125 000	40 969	32,78	159 500	56 005	35,11	156 000	86 692	55,57	57 592	36,92
047 Pilotage et soutien			0,00	2 000	1 450	72,50	13 000	6 425	49,42	2 900	22,31
37 Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi	91 170	11 455	12,56			0,00			0,00		0,00
<i>3 Dépenses d'acquisition de biens et services</i>			<i>0,00</i>			<i>0,00</i>			<i>0,00</i>		<i>0,00</i>
048 Femme et du genre			0,00			0,00			0,00		0,00
049 Enfance et famille			0,00			0,00			0,00		0,00
<i>5 Investissements exécutés par l'Etat</i>			<i>0,00</i>			<i>0,00</i>			<i>0,00</i>		<i>0,00</i>
049 Enfance et famille			0,00			0,00			0,00		0,00
22 Ministère de la Solidarité Nationale, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille	208 543	25 385	12,17	310 064	26 134	8,43	105 188	1 700	1,62	0	0,00
<i>3 Dépenses d'acquisition de biens et services</i>	<i>160 550</i>	<i>15 440</i>	<i>9,62</i>	<i>274 820</i>	<i>50 351</i>	<i>18,32</i>	<i>269 503</i>	<i>29 064</i>	<i>10,78</i>	<i>10 100</i>	<i>3,75</i>
052 Sport et activités physiques	95 803	9 490	9,91	97 003	24 868	25,64	95 304	12 450	13,06	5 325	5,59
053 Loisirs	64 747	5 950	9,19	67 147	20 196	30,08	63 147	6 975	11,05	3 500	5,54
054 Pilotage et soutien des services du MSL			0,00	110 670	5 287	4,78			0,00		0,00
101 Jeunesse			0,00			0,00	49 619	4 599	9,27	620	1,25
102 Formation professionnelle			0,00			0,00	29 529	2 593	8,78	325	1,10
103 Promotion de l'emploi			0,00			0,00	31 904	2 447	7,67	330	1,03
20 Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	160 550	15 440	9,62	274 820	50 351	18,32	269 503	29 064	10,78	10 100	3,75
<i>3 Dépenses d'acquisition de biens et services</i>	<i>4 820 030</i>	<i>232 075</i>	<i>4,81</i>	<i>4 451 389</i>	<i>974 115</i>	<i>21,88</i>	<i>3 460 746</i>	<i>396 574</i>	<i>11,46</i>	<i>184 322</i>	<i>5,33</i>
056 Santé publique	4 356 765	205 056	4,71	3 959 514	875 872	22,12	3 113 757	352 386	11,32	157 493	5,06

Section-Nature--Programme	2021			2022			2023				
	Exécution au 31 mai			Exécution au 31 mai			Exécution au 31 mai				
	Prévisions ajustées	Montant eng Visé	Taux	Prévisions ajustées	Montant eng Visé	Taux	Prévisions ajustées	Montant eng. Compta	Taux eng. Compt	Montant liquidé	Taux liquid é
057 Pilotage et soutien aux services de la Santé	463 265	27 019	5,83	491 875	98 243	19,97	346 989	44 188	12,73	26 829	7,73
5 Investissements exécutés par l'Etat	3 939 471	1 695 964	43,05	5 468 490	519 070	9,49	397 795	215 175	54,09	3 000	0,75
055 Offre de soin	3 688 971	1 688 971	45,78	5 219 490	475 588	9,11	358 804	201 977	56,29	0	0,00
056 Santé publique			0,00	210 000	38 983	18,56	35 991	13 198	36,67	3 000	8,34
057 Pilotage et soutien aux services de la Santé	250 500	6 993	2,79	39 000	4 499	11,54	3 000	0	0,00	0	0,00
21 Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	8 759 501	1 928 039	22,01	9 919 879	1 493 185	15,05	3 858 541	611 749	15,85	187 322	4,85
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	198 543	25 385	12,79	300 064	26 134	8,71	105 188	1 700	1,62	0	0,00
048 Femme et du genre	58 433	8 523	14,59	88 467	6 672	7,54			0,00		0,00
049 Enfance et famille	70 044	8 760	12,51	106 409	10 438	9,81			0,00		0,00
050 Solidarité nationale et gestion des catastrophes	70 066	8 102	11,56	105 188	9 024	8,58	105 188	1 700	1,62	0	0,00
6 Investissements exécutés par l'Etat	10 000	0	0,00	10 000	0	0,00			0,00		0,00
049 Enfance et famille	10 000	0	0,00	10 000	0	0,00			0,00		0,00
25 Ministère Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises	853 769	15 020	1,76	1 427 329	1 060 262	74,28	149 980	28 560	19,04	15 285	10,19
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	18 601 101	14 764 704	79,38	25 572 316	17 834 528	69,74	24 641 653	17 913 517	72,70	16 385 167	66,49
058 Accès à l'éducation formelle	866 440	720 625	83,17	742 500	632 540	85,19	570 176	473 140	82,98	427 350	74,95
059 Qualité de l'éducation formelle	17 265 753	13 921 562	80,63	24 289 606	16 996 557	69,97	23 533 951	17 271 636	73,39	15 856 186	67,38
061 Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle et non formelle	468 908	122 517	26,13	540 210	205 431	38,03	537 526	168 741	31,39	101 631	18,91
5 Investissements exécutés par l'Etat	639 600	70 218	10,98	37 300	4 200	11,26	1 229 099	227 476	18,51	21 295	1,73
058 Accès à l'éducation formelle			0,00			0,00			0,00		0,00
059 Qualité de l'éducation formelle	509 500	70 218	13,78	26 000	900	3,46	799 119	158 541	19,84	15 297	1,91
061 Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle et non formelle	130 100	0	0,00	11 300	3 300	29,20	429 980	68 935	16,03	5 998	1,39
24 Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	38 500	7 288	18,93	57 295	33 187	57,92	105 950	20 650	19,49	19 050	17,98
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	38 500	7 288	18,93	57 295	33 187	57,92	105 950	20 650	19,49	19 050	17,98
064 Recherche scientifique et technologique	38 500	7 288	18,93	57 295	33 187	57,92			0,00		0,00
065 Pilotage et soutien aux services du MESRSI			0,00			0,00	105 950	20 650	19,49	19 050	17,98

Section-Nature--Programme	2021			2022			2023				
	Exécution au 31 mai			Exécution au 31 mai			Exécution au 31 mai				
	Prévisions ajustées	Montant eng Visé	Taux	Prévisions ajustées	Montant eng Visé	Taux	Prévisions ajustées	Montant eng. Compta	Taux eng. Compt	Montant liquidé	Taux liquid é
51 Conseil Supérieur de la Communication	14 350	2 600	18,12	15 660	14 176	90,52	19 341	4 139	21,40	0	0,00
<i>3 Dépenses d'acquisition de biens et services</i>	<i>74 612</i>	<i>15 020</i>	<i>20,13</i>	<i>75 097</i>	<i>36 819</i>	<i>49,03</i>	<i>74 111</i>	<i>28 560</i>	<i>38,54</i>	<i>15 285</i>	<i>20,62</i>
071 Pilotage et soutien	74 612	15 020	20,13	75 097	36 819	49,03	74 111	28 560	38,54	15 285	20,62
<i>5 Investissements exécutés par l'Etat</i>	<i>779 157</i>	<i>0</i>	<i>0,00</i>	<i>1 352 232</i>	<i>1 023 443</i>	<i>75,69</i>	<i>75 869</i>	<i>0</i>	<i>0,00</i>	<i>0</i>	<i>0,00</i>
067 Industrie	78 758	0	0,00	976 665	665 761	68,17	75 869	0	0,00	0	0,00
069 Artisanat	700 399	0	0,00	375 567	357 682	95,24			0,00		0,00
30 Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	302 142	36 293	12,01	302 142	156 291	51,73	303 142	84 466	27,86	17 306	5,71
<i>3 Dépenses d'acquisition de biens et services</i>	<i>19 134</i>	<i>0</i>	<i>0,00</i>			<i>0,00</i>			<i>0,00</i>		<i>0,00</i>
074 Pilotage et soutien des services du Ministère des Mines et des Carrières	19 134	0	0,00			0,00			0,00		0,00
17 Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	209 061	73 598	35,20	210 210	114 611	54,52	210 210	65 033	30,94	24 982	11,88
<i>3 Dépenses d'acquisition de biens et services</i>	<i>345 500</i>	<i>66 209</i>	<i>19,16</i>	<i>495 397</i>	<i>235 260</i>	<i>47,49</i>	<i>415 708</i>	<i>195 182</i>	<i>46,95</i>	<i>92 276</i>	<i>22,20</i>
080 Pilotage et soutien	345 500	66 209	19,16	331 659	169 256	51,03	415 708	195 182	46,95	92 276	22,20
081 Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales			0,00	56 514	23 303	41,23			0,00		0,00
082 Productivité et compétitivité des productions animales			0,00	51 710	20 877	40,37			0,00		0,00
083 Santé animale et santé publique vétérinaire			0,00	55 514	21 824	39,31			0,00		0,00
<i>5 Investissements exécutés par l'Etat</i>	<i>445 000</i>	<i>0</i>	<i>0,00</i>	<i>65 700</i>	<i>4 380</i>	<i>6,67</i>	<i>53 627</i>	<i>22 462</i>	<i>41,89</i>	<i>4 666</i>	<i>8,70</i>
080 Pilotage et soutien	445 000	0	0,00	65 700	4 380	6,67	53 627	22 462	41,89	4 666	8,70
42 Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	17 532 502	5 767 809	32,90	15 380 788	1 197 693	7,79	9 098 128	2 816 484	30,96	1 680 107	18,47
<i>3 Dépenses d'acquisition de biens et services</i>	<i>115 267</i>	<i>29 841</i>	<i>25,89</i>			<i>0,00</i>			<i>0,00</i>		<i>0,00</i>
081 Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	30 103	9 857	32,74			0,00			0,00		0,00
082 Productivité et compétitivité des productions animales	30 082	9 828	32,67			0,00			0,00		0,00
083 Santé animale et santé publique vétérinaire	30 082	10 156	33,76			0,00			0,00		0,00
085 Pilotage et soutien	25 000	0	0,00			0,00			0,00		0,00
38 Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	107 000	49 522	46,28	130 000	92 420	71,09	161 500	54 501	33,75	21 311	13,20
<i>3 Dépenses d'acquisition de biens et services</i>	<i>133 000</i>	<i>13 895</i>	<i>10,45</i>	<i>138 000</i>	<i>25 637</i>	<i>18,58</i>			<i>0,00</i>		<i>0,00</i>

Section-Nature--Programme	2021			2022			2023				
	Exécution au 31 mai			Exécution au 31 mai			Exécution au 31 mai				
	Prévisions ajustées	Montant eng Visé	Taux	Prévisions ajustées	Montant eng Visé	Taux	Prévisions ajustées	Montant eng. Compta	Taux eng. Compt	Montant liquidé	Taux liquid é
086 Gestion durable des ressources forestières et fauniques	80 000	12 795	15,99	82 480	20 618	25,00			0,00		0,00
087 Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	11 500	0	0,00	12 280	999	8,14			0,00		0,00
088 Gouvernance environnementale et développement durable	11 500	0	0,00	12 460	1 000	8,03			0,00		0,00
089 Economie verte et changement climatique	30 000	1 100	3,67	30 780	3 020	9,81			0,00		0,00
32 Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	79 050	1 500	1,90	66 800	20 787	31,12	122 000	42 998	35,24	12 500	10,25
<i>3 Dépenses d'acquisition de biens et services</i>	<i>302 142</i>	<i>36 293</i>	<i>12,01</i>	<i>299 442</i>	<i>153 592</i>	<i>51,29</i>	<i>302 142</i>	<i>83 468</i>	<i>27,63</i>	<i>17 306</i>	<i>5,73</i>
091 Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique	302 142	36 293	12,01	299 442	153 592	51,29	302 142	83 468	27,63	17 306	5,73
<i>6 Investissements exécutés par l'Etat</i>			<i>0,00</i>	<i>2 700</i>	<i>2 699</i>	<i>99,96</i>	<i>1 000</i>	<i>998</i>	<i>99,80</i>	<i>0</i>	<i>0,00</i>
091 Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique			0,00	2 700	2 699	99,96	1 000	998	99,80	0	0,00
10 Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	976 970	238 710	24,43	976 822	531 123	54,37	941 053	415 951	44,20	245 371	26,07
<i>3 Dépenses d'acquisition de biens et services</i>	<i>79 050</i>	<i>1 500</i>	<i>1,90</i>	<i>66 800</i>	<i>20 787</i>	<i>31,12</i>	<i>122 000</i>	<i>42 998</i>	<i>35,24</i>	<i>12 500</i>	<i>10,25</i>
098 Transports et météorologie	67 950	1 500	2,21	48 500	14 588	30,08	48 000	17 398	36,25	4 000	8,33
099 Mobilité et sécurité routière	11 100	0	0,00	18 300	6 199	33,87	48 000	15 600	32,50	1 500	3,13
100 Pilotage et soutien des services du MTMUSR			0,00			0,00	26 000	10 000	38,46	7 000	26,92
27 Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	790 500	66 209	8,38	561 097	239 640	42,71	469 335	217 644	46,37	96 942	20,66
<i>4 Dépenses d'acquisition de biens et services</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0,00</i>			<i>0,00</i>			<i>0,00</i>		<i>0,00</i>
019 Droits humains	0	0	0,00			0,00			0,00		0,00
020 Civisme et citoyenneté	0	0	0,00			0,00			0,00		0,00
09 Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	691 035	152 459	22,06	1 615 075	890 370	55,13	1 416 665	661 973	46,73	413 111	29,16
<i>3 Dépenses d'acquisition de biens et services</i>	<i>91 170</i>	<i>11 455</i>	<i>12,56</i>			<i>0,00</i>			<i>0,00</i>		<i>0,00</i>
104 Pilotage et soutien des services du Ministère	91 170	11 455	12,56			0,00			0,00		0,00
18 Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme	125 000	40 969	32,78	257 900	97 832	37,93	285 000	143 732	50,43	73 792	25,89
<i>3 Dépenses d'acquisition de biens et services</i>	<i>107 000</i>	<i>49 522</i>	<i>46,28</i>	<i>130 000</i>	<i>92 420</i>	<i>71,09</i>	<i>161 500</i>	<i>54 501</i>	<i>33,75</i>	<i>21 311</i>	<i>13,20</i>
105 Planification et aménagement urbain	53 000	27 248	51,41	64 875	50 809	78,32	105 835	33 603	31,75	12 998	12,28
106 Architecture et construction	54 000	22 274	41,25	65 125	41 611	63,89	55 665	20 898	37,54	8 313	14,93

Section-Nature--Programme	2021			2022			2023				
	Exécution au 31 mai			Exécution au 31 mai			Exécution au 31 mai				
	Prévisions ajustées	Montant eng Visé	Taux	Prévisions ajustées	Montant eng Visé	Taux	Prévisions ajustées	Montant eng. Compta	Taux eng. Compt	Montant liquidé	Taux liquid é
108 Pilotage et soutien aux service du MUH			0,00			0,00			0,00		0,00
14 Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective	416 034	212 214	51,01	686 234	323 097	47,08	788 092	425 046	53,93	309 669	39,29
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	169 298	85 742	50,65	169 298	73 807	43,60	181 062	71 879	39,70	39 889	22,03
086 Gestion durable des ressources forestières et fauniques			0,00			0,00	64 206	29 725	46,30	20 019	31,18
087 Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie			0,00			0,00	8 280	6 080	73,43	2 780	33,57
088 Gouvernance environnementale et développement durable			0,00			0,00	10 060	0	0,00	0	0,00
089 Economie verte et changement climatique			0,00			0,00	17 995	2 290	12,73	0	0,00
109 Aménagements hydrauliques	44 972	25 151	55,93	36 044	5 838	16,20	13 400	5 341	39,86	3 400	25,37
110 Gerstion intégrée des ressources en eau	7 991	4 291	53,70	2 500	0	0,00			0,00		0,00
111 Approvisionnement en eau potable	82 788	40 206	48,57	94 930	53 233	56,08	45 963	18 924	41,17	9 641	20,98
112 Assainissement des eaux usées et excréta	32 347	15 394	47,59	32 545	14 736	45,28	21 158	9 519	44,99	4 049	19,14
113 Pilotage et soutien	1 200	700	58,33	3 279	0	0,00			0,00		0,00
5 Investissements exécutés par l'Etat	17 363 204	5 682 067	32,72	15 211 490	1 123 886	7,39	8 917 066	2 744 605	30,78	1 640 218	18,39
109 Aménagements hydrauliques	10 605 000	3 333 858	31,44	9 309 785	90 885	0,98	4 823 780	1 690 965	35,05	1 345 937	27,90
110 Gerstion intégrée des ressources en eau	150 000	0	0,00	429 000	166 267	38,76	198 000	83 232	42,04	65 557	33,11
111 Approvisionnement en eau potable	4 113 204	1 291 475	31,40	3 035 705	400 745	13,20	3 178 205	753 266	23,70	169 345	5,33
112 Assainissement des eaux usées et excréta	2 495 000	1 056 734	42,35	2 437 000	465 989	19,12	717 081	217 142	30,28	59 379	8,28
23 Ministère Education Nationale Alphabétisation Promotion Langues Nationales	19 240 701	14 834 922	77,10	25 609 616	17 838 728	69,66	25 870 752	18 140 993	70,12	16 406 462	63,42
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	14 350	2 600	18,12	15 660	14 176	90,52	19 341	4 139	21,40	0	0,00
115 Régulation du secteur de la communication	14 350	2 600	18,12	15 660	14 176	90,52	19 341	4 139	21,40	0	0,00
Total général	51 529 554	23 875 044	46,33	57 939 731	24 205 524	41,78	44 174 380	23 764 683	53,80	19 533 310	44,22

Source : DGB

Annexe 6 : la situation des dépenses dont le degré de maturité/préparation laisse augurer une non-exécution avant la fin de l'exercice budgétaire 2023 (hors financements extérieurs et CAST)

Imputations budgétaires					Objet	Crédits prévus	Observations
Prog	Acti	Activ	Art	Parag			
SECTION 10: MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS HUMAINS, CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS						1 661 200 000	
17	1706	170611	21	211	Etude architecturale et technique pour la construction de la Cour Administrative d'appel de Ouagadougou	80 000 000	Marché incertain au regard du délai d'exécution et temps restant avant la clôture budgétaire
17	1706	170614	21	211	Etude architecturale et technique pour la construction du TGI de Manga	75 000 000	Marché incertain au regard du délai d'exécution et temps restant avant la clôture budgétaire
21	2101	210124	23	231	Travaux de réhabilitation de l'immeuble du Faso (MJDHRI)	380 952 381	Marché incertain au regard du délai d'exécution et temps restant avant la clôture budgétaire, Délai d'exécution initial 180 jours en contradiction avec celle de la situation du PPM produite au 31 mai
21	2101	210124	23	231	Suivi contrôle des travaux de réhabilitation de l'immeuble du Faso (MJDHRI)	19 047 619	Marché incertain au regard du délai d'exécution et temps restant avant la clôture budgétaire, Délai d'exécution initial 210 jours en contradiction avec celle de la situation du PPM produite au 31 mai
18	1805	180517	23	233	Travaux de construction du camp BIAP	577 200 000	Marché incertain au regard du délai d'exécution et temps restant avant la clôture budgétaire
18	1805	180517	23	233	Suivi contrôle des travaux de construction du camp BIAP	29 000 000	Marché incertain au regard du délai d'exécution et temps restant avant la clôture budgétaire
18	1803	180306	23	233	Travaux de construction de la grande détention de la MACO	475 000 000	Marché incertain au regard du délai d'exécution et temps restant avant la clôture budgétaire
18	1803	180306	23	233	Suivi contrôle des travaux de construction la grande détention de la MACO	25 000 000	Marché incertain au regard du délai d'exécution et temps restant avant la clôture budgétaire
SECTION 21: MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE						40 000 000	
55	5502	550240	23	233	Etudes architecturales et techniques des travaux de construction des unités d'urgence et d'hospitalisation du CHR de Kaya pour la prise en charge des PDI (1 lots)	40 000 000	Marché au stade offres avec un délai d'exécutions de 90 jours, Au regard du délai d'exécution et du délai moyen suivant mode de passation DP-MI (110 jours), le marché ne peut être exécuté et payé dans l'année budgétaire
SECTION 23: MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ALPHABETISATION ET DE LA PROMOTION DES LANGUES NATIONALES						4 443 515 000	
58	5801	580173	23	233	Travaux de réhabilitation du lycée Philippe Zinda KABORE (Nombre de lot: 3)	3 615 300 000	Marché incertain au regard du délai d'exécution et du délai moyen suivant le mode de passation en référence à l'arrêté 2017-389 sur les référentiels de délai de passation
58	5801	580173	62	622	Suivi -contrôle et coordination des travaux de réhabilitation du lycée Philippe Zinda KABORE Nombre de lot: 1	180 765 000	Marché incertain au regard du délai d'exécution et du délai moyen suivant le mode de passation en référence à l'arrêté 2017-389 sur les référentiels de délai de passation
58	5801	580147	23	235	Travaux d'alimentation du réseau électrique des structures	291 700 000	Marché incertain au regard du délai d'exécution et du délai moyen

Imputations budgétaires					Objet	Crédits	Observations
					du MENAPLN (Nombre de lot: 6)		suivant le mode de passation en référence à l'arrêté 2017-389 sur les référentiels de délai de passation
58	5801	580165	23	233	Achèvement des travaux de construction du CEFTP de Pô (Nombre de lot: 1)	195 000 000	Marché incertain au regard du délai d'exécution et du délai moyen suivant le mode de passation en référence à l'arrêté 2017-389 sur les référentiels de délai de passation
58	5801	580148	62	622	Suivi- contrôle pour l'achèvement des travaux de construction du CEFTP de Pô (Nombre de lot: 1)	9 750 000	Marché incertain au regard du délai d'exécution et du délai moyen suivant le mode de passation en référence à l'arrêté 2017-389 sur les référentiels de délai de passation
59	5908	590801	62	622	Recrutement d'un cabinet pour la mise a niveau et l'appropriation par la DSI du systeme intégré de gestion des examens et concours (sigec) au profit de la DGEC (Nombre de lot: 1)	151 000 000	Marché incertain au regard du délai d'exécution et du délai moyen suivant le mode de passation en référence à l'arrêté 2017-389 sur les référentiels de délai de passation
SECTION 24: MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION						2 091 579 000	
62	6201	620127	23	233	Travaux de construction d'un bâtiment pédagogique R+2 au Centre universitaire de Banfora au profit du SPPNADES/MESRI Lot1	1 082 760 000	Marché incertain au regard du délai d'exécution qui excède l'année budgétaire, seuls les avances de démarrages et seulement quelques décomptes pouvant être payés si le marché arrivait à être notifié
62	6201	620127	23	233	Travaux de construction d'un bâtiment pédagogique R+2 au Centre universitaire de Banfora au profit du SPPNADES/MESRI. Lot2		Marché incertain au regard du délai d'exécution qui excède l'année budgétaire, seuls les avances de démarrages et seulement quelques décomptes pouvant être payés si le marché arrivait à être notifié
64	6407	640719	23	233	Travaux de construction du technopole pharmaceutique de Kokologo au profit de la DGRSI/MESRI	1 008 819 000	Marché incertain au regard du délai d'exécution qui excède l'année budgétaires, seuls les avances de démarrages et seulement quelques décomptes pouvant être payés si le marché arrivait à être notifié
SECTION 25: MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL, DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES						1 767 206 519	
67	6703	670304	21	211	Recrutement d'un bureau/groupement de bureaux d'études chargé de la réalisation d' études de faisabilité technicoéconomique, environnementale et d'avant-projet détaillé des travaux de bitumage des rues de la Zone Industrielle du secteur 23 de Bobo-Dioulasso	100 000 000	Marché incertain au regard du délai d'exécution qui excède l'année budgétaire, seuls les avances de démarrages et seulement quelques décomptes pouvant être payés si le marché arrivait à être notifié
Compte Trésor					Travaux de construction des infrastructures du CNATAC (04 lots) Nombre de lot : 4	1 557 206 519	Marché incertain au regard du délai d'exécution qui excède l'année budgétaires, seuls les avances de démarrages et seulement quelques décomptes pouvant être payés si le marché arrivait à être notifié
					Suivi-contrôle des travaux de construction des infrastructures du CNATAC à Bobo-Dioulasso/Nombre de lot:1	40 000 000	Marché incertain au regard du délai d'exécution qui excède l'année budgétaires, seuls les avances de démarrages et seulement quelques décomptes pouvant être payés si le marché arrivait à être notifié
					Convention avec le Laboratoire National du Bâtiment et des Travaux Publics (LNBTP) pour le suivi de la qualité des matériaux de construction dans le cadre des travaux de	50 000 000	Marché incertain au regard du délai d'exécution qui excède l'année budgétaire, seuls les avances de démarrages et seulement quelques décomptes pouvant être payés si le marché arrivait à être notifié

Imputations budgétaires					Objet	Crédits	Observations
					construction des infrastructures du CNATAC à Bobo-Dioulasso/Nombre de lot: 1		
					suivi architectural des travaux de construction des infrastructures du CNATAC à Bobo-Dioulasso/Nombre de lot: 1	20 000 000	Marché incertain au regard du délai d'exécution qui excède l'année budgétaire, seuls les avances de démarrages et seulement quelques décomptes pouvant être payés si le marché arrivait à être notifié
SECTION 38: MINISTERE DE L'URBANISME, DES AFFAIRES FONCIERES ET DE L'HABITAT						300 000 000	
105	10506	1050604	21	211	Réalisation des études d'assainissement pluvial dans quatre (04) villes au profit du MUAFH en 4 lots	300 000 000	Marché au stade de délibération CAM avec un délai d'exécution de 210 jours, Au regard du délai d'exécution et du délai moyen suivant mode de passation, le marché ne peut être exécuté et payé dans l'année budgétaire
TOTAL GENERAL						10 303 500 519	
<i>Dont un compte trésor du MDICAPME</i>						1 667 206 519	
<i>TOTAL HORS le compte trésor du MDICAPME</i>						8 636 294 000	

Source : DGCMEF

Annexe 7 : Situation des débloques de fonds au 31 mai 2023 par ministère et institution

Nature de dépense	Prévision débloquée en 2023	Prévision débloquée au 31 mai 2023	Débloquée effective au 31 mai 2023	Taux d'exécution périodique au 31 mai 2023	Taux de référence au 31 mai 2023	Taux d'exécution global	Ecart
	{1}	{2}	{3}	{4=3/2}	{4=2/1}	{5=3/1}	{6=2-3}
Présidence du Faso	70 533 329	29 371 954	29 371 954	100,00%	41,64%	41,64%	0
Primature	26 353 838	14 439 726	2 540 131	17,59%	54,79%	9,64%	
Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	29 263 890	27 337 215	27 276 675	99,78%	93,42%	93,21%	60 540
Secrétariat Général du Gouvernement et des Conseils des Ministres	250 662	230 832	208 350	90,26%	92,09%	83,12%	22 482
Conseil Economique et Social	791 743	787 103	786 603	99,94%	99,41%	99,35%	500
Ministère de l'Administration, du Territoire, de la Décentralisation et de la Sécurité	22 595 649	17 191 716	16 180 849	94,12%	76,08%	71,61%	1 010 867
Ministère de la Justice, des droits humains et des Relations avec les Institutions	3 544 510	2 115 189	1 200 902	56,78%	59,68%	33,88%	914 287
Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	489 153 716	247 660 760	123 830 380	50,00%	50,63%	25,32%	123 830 380
Ministère des affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabés de l'Extérieur	20 159 491	11 439 790	11 439 790	100,00%	56,75%	56,75%	-
Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospection	76 916 692	73 530 925	63 763 335	86,72%	95,60%	82,90%	9 767 590
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	6 204 164	3 977 332	3 169 832	79,70%	64,11%	51,09%	807 500
Ministère de la Culture, de la Communication des Arts et Tourisme	12 569 331	8 238 990	4 774 490	57,95%	65,55%	37,99%	3 464 500
Ministère du Sport, des Jeunes et de l'Emploi	9 620 438	4 901 108	4 248 411	86,68%	50,94%	44,16%	652 698
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	127 882 423	93 876 946	90 884 105	96,81%	73,41%	71,07%	2 992 841
Ministère action sociale	13 140 639	11 799 663	11 102 974	94,10%	89,80%	84,49%	696 689
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales	16 452 552	9 694 441	8 045 711	82,99%	58,92%	48,90%	1 648 730
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	87 706 302	38 596 264	36 252 798	93,93%	44,01%	41,33%	2 343 466
Ministère du développement Industriel de l'Artisanat et des petites et Moyennes Entreprises	12 507 224	12 709 244	12 524 024	98,54%	101,62%	100,13%	185 220
Ministère de l'Energie, des Mines et Carrières	9 588 710	7 341 778	7 233 246	98,52%	76,57%	75,44%	108 532
Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutique	28 553 853	18 940 481	18 932 249	99,96%	66,33%	66,30%	8 232

Nature de dépense	Prévision débloqué en 2023	Prévision débloqué au 31 mai 2023	Débloqué effectif au 31 mai 2023	Taux d'exécution périodique au 31 mai 2023	Taux de référence au 31 mai 2023	Taux d'exécution global	Ecart
Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Electroniques	2 196 810	1 548 894	1 543 894	99,68%	70,51%	70,28%	5 000
Ministère du Transport , de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	20 621 125	20 434 040	11 151 711	54,57%	99,09%	54,08%	9 282 329
Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	139 250	124 250	122 250	98,39%	89,23%	87,79%	2 000
Ministère de l'Environnement , de l'Eau et de l'Assainissement	11 935 051	7 613 927	7 120 192	93,52%	63,79%	59,66%	493 735
Grande Chancellerie	945 420	837 195	837 195	100,00%	88,55%	88,55%	-
Conseil Supérieur de la Communication	1 118 514	517 472	517 472	100,00%	46,26%	46,26%	-
Autorité Supérieure de Control d'Etat et de la Lutte contre la Corruption	756 398	733 298	620 000	84,55%	96,95%	81,97%	113 298
Cconseil Constitutionnel	71 290	50 132	26 132	52,13%	70,32%	36,66%	24 000
Cours des comptes	564 961	564 961	400 584	70,90%	100,00%	70,90%	164 377
Cour de Cassation	510 162	504 148	464 634	92,16%	98,82%	91,08%	
Commission Electorale Nationale Indépendante	525 685	297 843	260 843	87,58%	56,66%	49,62%	37 000
Conseil d'Etat	287 626	287 626	162 126	56,37%	100,00%	56,37%	125 500
Commission de l'Informatique et des Libertés	668 895	668 895	668 895	100,00%	100,00%	100,00%	-
Méiateur du Faso	676 361	676 361	676 361	100,00%	100,00%	100,00%	-
Commission National des Droits humains	646 347	646 347	-	0,00%	100,00%	0,00%	
TOTAL DEBLOCAGE DES FONDS	1 105 453 050	669 686 845	498 339 097	74,41%	60,58%	45,08%	171 347 748

Source : DGB

Annexe 8 : SITUATION D'EXECUTION DES AUTORISATION D'ENGAGEMENT AU 31 MAI 2023

Programmes/ objet de la dépense						AE de l'exercice 2023					Stock des AE engagées à liquider au 31 mai 2023
	Montant engagé visé	Restes à liquider 31 déc 2022 des AE engagées	Montant cumulé des liquidations au 31 mai 2023	Taux liq	Reste à liquider au 31 mai 2023	Prévisions	Montant engagé visé au 31 mai	Taux eng-visé	Montant liquidé au 31 mai	Taux liq	
	a	b	c	d =c/a	e= a-c	f	g	h=g/f	i	j= i/g	
01. Présidence du Faso	267890	167890	267885,462	100,00	0	367 890	167 890	45,64	167890	100,00	0
03 : Primature	8 934 008	0	8 934 008	100,00	0	588 000	117 332	19,95	0	0,00	117 332
05. Conseil économique et social	160 000	0	160 000	100,00	0	150 000	150 000	100,00	150 000	100,00	0
09. Ministère de l'administration du territoire, de la décentralisation et sécurité	27 974 304	0	27 739 107	99,16	447 383	23 298 365	0	0,00	0	0,00	447 383
10. Ministère en charge de la justice	4 315 812	3 337 320	978 992	22,68	3 336 820	2 377 073	481 881	20,27	0	0,00	3 818 701
12. Ministère des affaires étrangères	12 969 914	0	12 969 914	100,00	0	2 200 000	2 009 935	91,36	2 009 935	100,00	0
14. Ministère eco., des fin. et de la prospective	7 927 047	7 711 805	7 565 640	95,44	361 407	4 530 851	164 469	3,63	0	0,00	525 876
17. Ministère en charge de la fonction publique	1 343 429	139 814	1 203 614	89,59	139 814	530 245	0	0,00	0	0,00	139 814
18. Ministère de l'économie, des finances et de la prospectives	760 507	525 705	234 802	30,87	525 705	605 843	5 936	0,98	0	0,00	531 641
20. Ministère en charge du sport	18 004 502	7 903 735	10 098 358	56,09	7 906 144	7 905 144	0	0,00	0	0,00	7 906 144
21. Ministère en charge de la santé	41 604 424	27 164 646	12 751 026	30,65	28 853 398	4 626 223	2 210 279	47,78	2 210 279	100,00	28 853 398
22 . Ministère en charge de l'action humanitaire	1 589 673	959 733	341 970	21,51	1 247 703	470 682	0	0,00	0	#DIV/0!	1 247 703
23. Ministère en charge de l'éducation nationale	5 284 597	4 495 357	789 240	14,93	4 495 357	0	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	4 495 357
24. Ministère en charge de l'enseignement supérieur	27 191 433	736 520	26 454 912	97,29	736 520	0	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	736 520
26. Ministère de santé et l'hygiène publique	16 403 727	8 557 574	11 762 496	71,71	4 641 231	979 739	0	0,00	0	#DIV/0!	4 641 231
25 Ministère en charge du commerce	913 578	583 400	771 376	84,43	142 201	583 400	576 462	98,81	6 566	1,14	712 097
27. Ministère de l'agriculture et des ressources animales	4 703 715	3 132 706	1 132 283	24,07	3 571 432	3 571 429	1 410 559	39,50	140 848	9,99	4 841 143
30. Ministère des infrastructures	55 607 782	29 955 646	48 190 631	86,66	7 417 151	18 275 795	11 208 585	61,33	10 086 897	89,99	8 538 839
31. Ministère en charge de la transition numérique	6 694 874	2 878 736	5 739 928	85,74	954 946	1 143 974	740 000	64,69	740 000	100,00	954 946
32. Ministère en charge du transport	20 612 474	5 036 753	15 575 721	75,56	5 036 753	12 109 379	10 000 000	82,58	10 000 000	100,00	5 036 753
Ministère de l'environ., de l'eau et de l'assain.	2 639 185	900 510	1 441 820	54,63	1 197 365	1 711 817	1 711 817	100,00	1 084 834	200,00	1 824 348
56. Cours des compte	0	0	0		0	50 000	40 000	80,00	0	0,00	40 000
60. Médiateur du Faso	0	0	0		0	60 000	50 000	83,33	14 985	29,97	35 015
52. Autorité supérieure de contrôle d'Etat/LC	7 415 915	747 770	6 668 145	89,92	747 770	1 143 874	0	0,00		#DIV/0!	747 770
TOTAL GENERAL	273 318 789	104 935 622	201 771 870	73,82	71 759 101	87 279 723	31 045 145	35,57	26 612 234	85,72	76 192 012

Source : DGB

Annexe 9 : SITUATION PAR SECTION DES DOSSIERS NON ABOUTIS AU 31 MAI 2023

CD_LB section	Montant engagé	Montan tliquidé au 31/12/2022	Montant DNA au 31/12/2022	Montant dégage au 31 mai 2023	Montant restant à dégager au 31 mai 023	Montant réengagé au 31 mai 2023	Reste à réengager au31 mai 2023
01; Présidence de Faso	218 989	0	218 989	218 989	0	218 989	0
03. Primature	395 614	38 692	356 922	356 922	0	0	356 922
0.9 Ministère de l'administration du territoire et de la sécurité	750 000	514 803	235 197	0	0	0	235 197
Ministère en charge de la justice	7 525 673	2 947 353	4 578 320	4 534 771	43 549	481 881	4 096 439
12. Ministère en charge des affaires étrangères	192 049	24 197	140 031	140 031	0	140 031	-1
14 Ministère de l'économie ; des finances et la Prospective	923 657	221 082	702 580	702 580	0	417 924	284 656
17. Ministère en charge de la fonction publique	800 009	358 476	441 533	441 533	0	296 798	144 735
18. Ministère en charge la culture	759 265	225 302	533 963	8 258	525 705	5 936	528 026
20. Ministère en charge du sport	18 422 352	4 741 420	13 679 932	23 247	13 656 685	0	13 679 932
21; Ministère en charge de la santé	4 330 004	240 921	3 653 171	3 924 240	0	2 008 302	1 644 869
22. Ministère en charge de l'action humanitaire	1 609 486	128 361	1 181 125	1 092 074	0	14 817	1 166 308
Ministère de l'éducation national et la promotion des langues nationales	26 950 671	14 147 648	12 803 023	12 802 318	480	2 458 147	10 344 876
Ministère de l'enseignement supérieur et de l'innovation	516 496	0	398 530	0	398 530	0	398 530
Ministère en charge du commerce	895 597	329 212	434 776	551 134	0	3 300	431 476
26. Ministère de l'Energie, des mines et des carrières	11 051 352	6 409 121	4 642 231	4 642 231	0	0	4 642 231
27, Ministère en charge de l'agriculture	7 071 615	0	6 975 934	6 975 934	0	4 250 251	2 725 683
31. Ministère en charge de la digitalisation	988 900	4 956	730 155	730 155	0	108 978	621 177
32. Ministère en charge du transport	75 474	64 639	10 835	10 835	0	0	10 835
38. Ministère en charge de l'habitat	1 154 059	399 922	737 842	754 138	44 076	143 022	594 820
42. Ministère en charge de l'environnement et l'eau	865 310	98 382	766 928	246 523	454 492	0	766 928
Conseil supérieur de la communication	43 750	0	43 750	0	0	0	43 750
52. Autorité supérieure de lutte contre la corruption	1 966	0	1 966	1 966	0	0	1 966
58. Commission électorale nationale indépendante	423	0	423	0	423	0	423
59. Commission de l'informatique et des libertés	16 192	0	16 192	11 056	5 136	11 056	5 136
TOTAL GENERAL	85 558 901	30 894 487	53 284 346	38 168 934	15 129 076	10 559 431	42 724 915

Source : DGB

ANNEXE 10 : SITUATION DES BESOINS DE FINANCEMENT AU TITRE DU BUDGET 2023 A LA DATE DU 31/05/2023

Besoins exprimés par structure	Catégorie	Montant sollicité
01-Présidence du Faso		32 514 878 153
Prise en charge des dépenses supplémentaires liées à la mise en place du système stratégique de l'ANR	5	3 035 953 743
Besoins complémentaires pour la construction et l'aménagement de l'aérodrome de Gounghin 1 au profit de l'ANR	5	25 716 416 927
Complément au fonctionnement de la Présidence du Faso	3	
Besoins spécifiques de l'ANR	4	1 500 000 000
Dotation initiale d'investissement au profit de l'APEC	5	2 000 000 000
Complément pour la construction du nouveau siège du CAPES	5	262 507 483
03- Primature		319 971 688
Dossiers non aboutis au titre de l'année 2022	5	304 971 688
Dépense d'entretien courant et d'acquisition diverses de la résidence de son excellence monsieur le Premier Ministre	3	15 000 000
09- MATDS		18 047 495 250
Prise en charge des dépenses supplémentaires liées au redéploiement des Forces de défense et de sécurité (police nationale)	5	14 958 821 250
Prise en charge des dépenses supplémentaires liées aux redéploiements des Forces de défense et de sécurité (gendarmerie nationale)	5	3 088 674 000
10- MJDH		711 799 500
Prise en charge des dépenses supplémentaires liées au redéploiement des Forces de défense et de sécurités	5	711 799 500
11- Min Defense		86 601 498 206
Recrutement 2022-2023	5	55 362 108 006
Accroissement des effectifs	5	30 130 360 200
Mise en place d'un DEPOT récepteur (Phase 1)	5	1 109 030 000
14-MEFP		1 561 500 000
Demande d'acquisition de matériel spécifiques au profit de la DGD	5	1 200 000 000
Opération de l'émission de l'avis d'évaluation	5	361 500 000
17-MFPTPS		2 608 238 495
Rallonge de crédits budgétaires pour l'organisation des concours de la fonction publique	5	2 608 238 495

Besoins exprimés par structure	Catégorie	Montant sollicité
20- MSJE		6 829 381 648
Prise en charge du projet de budget des étalons football 2023	3	6 829 381 648
21- M santé		14 668 264 545
Allocation de ressources pour la prise en charge de 11 406 agents admis aux concours professionnels	4	662 049 300
Financement du traitement du cancer par radio thérapie	4	651 264 123
Rendre fonctionnel les CMA de Pô, Diebougou, N'dorola et Kampti	5	700 000 000
Ouverture de nouveaux centre de dialyse	5	2 000 000 000
Acquisition de 4 IRM	5	4 199 000 000
Rallonge pour la gratuité des soins	4	2 000 000 000
Rallonge pour les évacuations sanitaires	3	500 000 000
Renforcement des plateaux techniques	5	2 000 000 000
Digitalisation des prestations des ASBC	5	1 000 000 000
Transport aérien des agents de santé	3	500 000 000
Remise en fonction des équipements de réanimation acquis dans le cadre de la riposte contre le COVID	5	455 951 122
24- MESRI		3 442 031 102
Rallonge budgétaire pour le compte du FONER	4	1 950 000 000
Restauration des étudiants	4	1 492 031 102
27-MARAH		700 508 763
Demande de subvention des prix du petit matériel agricole de la SONATER	5	700 508 763
31- Min Transition Digitale		2 708 767 855
Demande crédits pour l'apurement de la dette de Microsoft	5	2 002 762 055
Paiement des marchés de loryne SA relatif a la maintenance du resina	5	706 005 800
42 MEEA		8 381 742 498
Prise en charge des dépenses supplémentaires liées au redéploiement des Forces de défense et de sécurité	5	531 625 858
Barrage de sanguin	5	7 850 116 640

Besoins exprimés par structure	Catégorie	Montant sollicité
99- DCIM		4 318 899 563
Besoins supplémentaires pour la gestion des contentieux de l'Etat	4	3 188 899 563
Subvention des Hydrocarbures	4	
Financement pour la construction de forages positifs	5	630 000 000
Réhabilitation du bâtiment administratif de Bobo	5	
Etude pour la cité administrative	5	
Besoins supplémentaires pour la gestion des dépensés en atténuation des recettes	4	500 000 000
TOTAL		183 414 977 266